

Globe-reporter en zone libre

page C1
Jean-François Lépine

Pierre Moisan: l'homme tombé de la lune

Nathalie Petrowski, page A5



MONTRÉAL | LUNDI 8 JANVIER 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117^e ANNÉE > NO 77 > 60 PAGES > 6 CAHIERS | 60 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.



Photo BERNARD BRAULT, La Presse

Les pompiers de Berthierville ont réussi à sauver les classes et la bibliothèque de la polyvalente Pierre-L'Estage qui a été la proie des flammes hier, mais n'ont pas réussi à épargner le pavillon administratif et l'auditorium.

Congé forcé pour 1200 élèves à Berthierville

RAYMOND GERVAIS

BERTHIERVILLE — Les quelque 1200 élèves qui fréquentent la polyvalente Pierre-L'Estage, à Berthierville, sont en congé forcé pour une semaine. Leur école a été partiellement détruite hier à la suite d'une explosion et d'un incendie qui ont complètement détruit les bureaux administratifs et l'auditorium, en plus d'en-

dommager sérieusement le gymnase. Une quarantaine de pompiers venant des municipalités de Berthierville, de Lanoraie, de Sainte-Élisabeth et de Saint-Charles-Borromée, ont réussi à empêcher que les flammes ne se propagent aux classes et à la bibliothèque de l'institution d'enseignement. Néanmoins, comme il n'y a plus de chauffage ni d'électricité dans la bâtisse, les locaux sont inhabitables et plu-

sieurs ont été endommagés par l'eau et la fumée.

Les enquêteurs de la section des crimes contre la propriété de la Sûreté du Québec dépêchés sur les lieux hier, les pompiers et les employés de Gaz Métropolitain, n'ont pu déterminer la cause de la

Voir CONGÉ en A2

AU NOUVEAU-BRUNSWICK

La grève des médecins semble inévitable

ANDRÉ PÉPIN

CARAQUET, N.-B. — Le mot d'ordre d'un arrêt de travail prévu pour ce matin était toujours maintenu, tard hier soir, par l'Association médicale qui regroupe 1200 médecins omnipraticiens du Nouveau-Brunswick.

Un signe encourageant persistait en fin de soirée cependant, puisque les représentants du gouvernement de Bernard Lord poursuivaient les discussions pour en arriver en extremis à une entente ou du moins à la levée de l'ordre de grève. C'est dans le plus grand secret, à Fredericton, que ces négociations de la dernière chance se poursuivaient. Une information obtenue par *La Presse*, tard hier soir, permet d'affirmer que le premier ministre lui-même intervenait fréquemment durant la journée, hier, pour tenter de rapprocher les parties. Des directives ont été données pour que les discussions se poursuivent toute la nuit si nécessaire.

Le fossé qui sépare les médecins et le gouvernement est énorme : les médecins réclament des augmentations salariales de l'ordre de 50 000 \$, échelonnées sur quatre ans, alors que le gouvernement n'offrirait, en décembre, que 17 000 \$. Les médecins du Nouveau-Brunswick soutiennent qu'ils gagnent 30 % de moins

Voir GRÈVE en A2

L'OPINION PUBLIQUE VEUT CONNAÎTRE LA VÉRITÉ

L'OTAN et les Quinze ouvrent le dossier du « syndrome des Balkans »

d'après AFP et AP

PARIS — L'Union européenne et l'OTAN vont se pencher en début de semaine sur les cas de maladies et de morts suspectes liées aux opérations de l'OTAN dans l'ex-Yougoslavie, où les Américains ont utilisé des munitions à uranium appauvri dont la nocivité paraît désormais établie.

La confirmation par les Nations unies de la contamination de sites bombardés par l'OTAN au Kosovo en 1999 donne un caractère encore plus urgent à ces deux réunions prévues demain (mardi) à Bruxelles pour répondre à la demande de

« vérité » exprimée par des responsables politiques européens et de l'opinion publique.

Une mission d'évaluation du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), chargé d'enquêter sur l'éventuelle radioactivité laissée par les bombardements de l'OTAN au Kosovo, a fait le constat de la présence de débris de munitions à l'uranium appauvri ou de radioactivité sur huit sites au Kosovo bombardés par l'OTAN. Cette agence a effectué les prélèvements en novembre.

L'OTAN a prévu une réunion informelle demain à Bruxelles consacrée ex-

clusivement à ce sujet. La présidence suédoise de l'UE a inscrit le sujet à l'ordre du jour d'une réunion des responsables de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) prévue le même jour.

De nombreux pays européens sont touchés par le « syndrome des Balkans », qui semble affecter des soldats ayant participé à des missions de l'OTAN en Bosnie ou au Kosovo. L'OTAN a tiré des munitions à l'uranium appauvri en Bosnie en 1995 et au Kosovo en 1999. Une cinquantaine

Voir SYNDROME en A2

Les munitions à uranium appauvri

L'uranium appauvri est un métal facile à façonner, utilisé pour son fort pouvoir de pénétration. La flèche ne s'écrase pas lors de l'impact.

Stabilisateurs
Flèche en uranium
Gaine de métal léger se disperse lors de l'impact

Utilisation :
artillerie (obus de 105 à 130 mm), chars, avions (obus de 30 mm), mitrailleuses contre des blindages et des bunkers

Les risques possibles pour les utilisateurs

Chimiquement toxique
À l'impact, le métal chauffe et dissipe dans l'atmosphère de l'oxyde d'uranium, toxique pour le foie et les reins

Faiblement radioactif
L'uranium appauvri est un résidu de la fabrication du combustible nucléaire. Il émet des particules ionisantes peu radioactives mais d'une durée de vie de 4,5 milliards d'années.

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE		
Actuel	cahier B	Feuilleton C7
Arts et spectacles	cahier C	Forum A9
		Horoscope E8
- horaire spectacles	C5	Le monde A6, A7
- horaire télévision	C2	Loteries A2, A5
- théâtre	C8	Mots croisés C7, S10
Auto	D8-D10	Mot mystère C7
Bandes dessinées	C7	Petites annonces
Boisvert Yves	E1	- immobilier E5
Bridge	E6	- marchandises E5
Décès	E7	- emplois E6
Économie	cahier D	- automobile E6-E8
Éditorial	A8	- affaires D4
Êtes-vous observateur	E5	Quoi faire C6

Laborieuse tentative de relance de la coopération israélo-palestinienne

d'après AFP et AP

LE CAIRE — Une réunion se tenait hier soir au Caire sous les auspices du directeur de la CIA pour relancer la coopération sécuritaire israélo-palestinienne, mais les deux parties ont affiché d'emblée leur méfiance réciproque et leurs divergences sur le but de cette rencontre dont rien n'a filtré.

La seule confirmation du début de cette réunion, dans un endroit tenu secret, en présence du directeur de la CIA (service de renseignements américains) George Tenet et du chef du service de renseignements égyptien, Omar Solimane, a été fournie par une source proche de la délégation palestinienne.

Les travaux se poursuivaient encore tard en soirée.

Les deux parties s'opposaient sur la finalité même de cette rencontre,

convoquée pour réduire la violence à l'initiative du président américain Bill Clinton, qui s'efforce de relancer le processus de paix avant la fin de son mandat le 20 janvier.

« L'ordre du jour de la réunion est encore flou jusqu'à présent », a souligné un responsable palestinien sous le couvert de l'anonymat.

Le « cabinet de paix » israélien, formé de ministres et de personnalités impliquées dans les négociations avec les Palestiniens autour du premier ministre Ehud Barak, a posé la diminution de la violence comme condition à la reprise des pourparlers de paix.

« Le cabinet de paix considère que le respect par l'Autorité palestinienne de ses engagements en matière de sécurité constitue la clé et la condition à la poursuite » des négociations, a affirmé le cabinet dans un communiqué à l'issue d'une réunion hier soir.

Mais, du côté palestinien, l'un des principaux négociateurs, Saëb Erakat, avait affirmé samedi que la réunion devait « mettre fin à l'agression israélienne, aux bouclages, aux assassinats de responsables palestiniens et « non pas (...) à l'intifada (soulèvement palestinien) ».

M. Erakat faisait référence au bouclage des territoires et à l'élimination physique depuis plusieurs semaines de militants de différents mouvements palestiniens par Israël dans le cadre de sa politique de répression de l'intifada.

« Pas un seul Égyptien ne peut accepter l'arrêt de l'intifada avant qu'il y ait une possibilité de reprise d'un processus pour une paix équilibrée et juste », a déclaré hier le

Voir RELANCE en A2
Autres informations en page A10



GILLES PAQUIN

AU PAYS BASQUE

LUN | 3 > Bilbao renaît

Malgré le conflit qui déchire leur coin de pays depuis tant d'années, les Basques refusent de baisser les bras. Bilbao, la capitale déclinante, a trouvé un second souffle économique et revitalisé son centre-ville. Par ailleurs, *La Presse* a rencontré de nombreux groupes pacifistes qui s'activent pour en finir avec la violence. À lire en page A6.

C'est l'bon taux des Fêtes GM

C'est l'bon temps d'en profiter.

0,9%

de financement à l'achat

OU

1 an

GM paie les intérêts

Offres d'une durée limitée. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Taux de financement à l'achat de 0,9 % disponible jusqu'à 48 mois sur la plupart des véhicules 2001 et 2000 en stock. Pas de versement initial, pas d'intérêt, pas de paiement avant 90 jours. L'offre est disponible avec un taux de financement à l'achat de 9,9 % jusqu'à 48 mois sur la plupart des véhicules 2001 et 2000 en stock. Pas de versement initial, pas d'intérêt, pas de paiement avant 1 an. Certaines exceptions s'appliquent. Détails chez votre concessionnaire.

DEMAIN DANS LA PRESSE

Un bilan de la mode de l'an 2000

L'année 2000 a-t-elle été significative pour le monde de la mode, cet univers en perpétuel mouvement où il suffit d'un changement de saison pour tout remettre en question? Certains professionnels croient que cette date butoir pourrait bien être celle d'un grand bouleversement. Caroline de la Ronde jette pour nous un coup d'oeil dans le rétroviseur.

À lire demain dans le cahier Actuel.



POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Quoi faire aujourd'hui
andre.cloutier@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECouvreMENT (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30
Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911

Par télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

LOTÉRIES | **LA QUOTIDIENNE** > À trois chiffres : **8-4-5** > À quatre chiffres : **1-7-0-1**

SUITES DE LA UNE

GRÈVE

Suite de la page A1

que leurs collègues de la Nouvelle-Écosse. Selon nos informations, la province a bonifié son offre au cours de la journée d'hier, mais pas suffisamment pour provoquer un règlement rapide du conflit.

Le Nouveau-Brunswick connaît également un grave problème au chapitre du recrutement de nouveaux médecins. L'Association médicale réclame l'embauche de quelque 300 nouveaux médecins, une tâche difficile dans le contexte actuel.

Les étudiants en médecine francophones vont surtout l'Université de Sherbrooke alors que les anglophones optent en majorité pour Halifax. Les étudiants francophones de la province étant pour la plupart

bilignes, ils sont grandement sollicités dans les provinces centrales du Canada. La population acadienne de la province souffre davantage de la pénurie de médecins, indiquent tous les rapports statistiques : un médecin pour 791 personnes du côté francophone, comparativement à un médecin pour 599 personnes chez les anglophones.

Services essentiels

La situation risque de devenir chaotique dans les hôpitaux de la province, au cours des prochains jours, si une solution au conflit n'a pas été trouvée au cours de la nuit (dernière). Les urgences peuvent absorber le choc durant un jour ou

deux, ont fait savoir hier les différents réseaux de santé, mais un arrêt de travail des médecins ne peut durer, admet le ministre de la Santé, M. Dennis Furlong, lui-même un omnipraticien. Il a lancé un appel pressant aux médecins, hier, leur demandant de poursuivre les négociations sans mettre en application leur menace de grève. Cet appel a été réitéré par le premier ministre Bernard Lord, au moment où débatait hier midi les discussions de la dernière chance.

Les services d'urgence seront assurés si l'arrêt de travail est décrété, mais la plupart des chirurgies électives seront retardées. Les médecins ne s'occuperont que des cas très graves, ce qui bien sûr ajoutera à la

pression que vivent les infirmiers et infirmières.

La menace d'une grève chez les médecins inquiète bien sûr la population, principalement les aînés qui vivent une insécurité grandissante depuis quelques jours. Les associations de personnes âgées multiplient les interventions dans les médias pour prier les deux parties de s'entendre au plus tôt.

Le gouvernement Lord a longtemps tardé à accélérer le processus des négociations dans ce conflit qui couve depuis plusieurs mois déjà.

Le ministre fédéral de la Santé, M. Allan Rock, doit s'entretenir cette semaine avec les dirigeants du Nouveau-Brunswick au sujet du financement des avortements dans

les cliniques privées, mais le premier ministre Bernard Lord promet d'aborder l'ensemble du financement des services de santé dans sa province. M. Rock reproche au Nouveau-Brunswick de ne pas financer les avortements à la clinique du docteur Henry Morgentaler, qui a pignon sur rue à Fredericton. La province contreviendrait ainsi à la loi nationale.

Le gouvernement Lord subit actuellement son premier véritable test dans le domaine des conflits de travail. Il est également aux prises avec un conflit de travail des sténographes judiciaires, toutes des femmes, qui paralysent à peu près complètement le secteur judiciaire.

CONGÉ

Suite de la page A1

déflagration. L'agent Gilles Mitchell, porte-parole de la SQ, a expliqué hier soir qu'une inspection sommaire des conduites de gaz naturel n'avait pas permis de déceler une fuite majeure ayant pu causer l'explosion. L'hypothèse d'une fuite de gaz n'est pas écartée pour autant, mais il reste tout de même à déterminer la source de chaleur qui aurait pu provoquer l'ignition du gaz et la déflagration. Les policiers retourneront sur les lieux ce matin afin de poursuivre leur enquête visant à déterminer la cause de l'explosion. Leur travail sera d'autant plus compliqué que les pompiers ont dû utiliser une pelle mécanique hier afin de circonscrire les flammes et s'assurer qu'il ne restait pas de foyers d'incendie sous les décombres.

Yeaaaah ! pas d'école

Si la direction de la Commission scolaire des Saumares et le maire de la municipalité ont déjà commencé à élaborer des solutions de rechange afin de permettre aux élèves de retourner en classe le plus tôt possible, plusieurs d'entre-eux hier ne cachaient pas leur joie de pouvoir bénéficier d'une semaine de congé de plus.

« Moé ça fait mon affaire, man! J'aime pas l'école et le prof nous avait dit avant Noël qu'on aurait un examen en rentrant. Ça a l'air qu'on en aura pas après toute », a déclaré un étudiant avec le sourire fendu jusqu'aux oreilles.

Cette réflexion n'est toutefois pas partagée par tous ses camara-

des. Gisèle se disait peinée en constatant les dégâts à son école. « J'aime bien étudier ici, c'est comme notre chez-nous. J'espère que la commission scolaire va reconstruire l'aile qui s'est effondrée le plus rapidement possible. Entre-temps, j'ose croire que les locaux temporaires seront favorables à l'enseignement », a déclaré la jeune fille.

Au cours des prochains jours, la direction de la Commission scolaire va se pencher sur différentes solutions.

Richard Fiset, directeur général de la Commission scolaire, parlait hier de la possibilité de reloger les élèves dans d'autres écoles, mais avec horaire différent des élèves réguliers.

Le maire de Berthierville, Jacques Lapalme, qui est aussi enseignant à la polyvalente Pierre-L'Estage, a expliqué pour sa part que son administration va mettre les locaux de la municipalité à la disposition de la Commission scolaire afin d'y établir des salles de cours. Le maire Lapalme songe notamment au centre culturel, à la salle municipale, et a aussi l'intention d'entreprendre des démarches auprès de propriétaires d'édifices industriels ou commerciaux qui pourraient accueillir les élèves.

Réveil brutal

C'est le bruit provoqué par l'explosion qui a attiré l'attention des résidents du voisinage qui ont appelé les pompiers. Certains ont déclaré avoir sursauté lorsque la dé-

flagration s'est produite vers 3 h dimanche.

« J'ai d'abord cru que le toit de notre maison s'écroulait. Ce n'est qu'en regardant par la fenêtre que j'ai réalisé que ce n'était pas chez-nous, mais à l'école. Je pouvais voir des flammes s'échapper de la façade et de la toiture de l'édifice », a précisé une dame.

Le chef des pompiers de Berthierville, M. Michel Guèvremont, a expliqué que ses hommes avaient travaillé très fort pour sauver l'aile abritant les classes et la bibliothèque. Sans l'utilisation de la pelle mécanique, il a affirmé qu'il aurait été difficile de circonscrire les flammes qui auraient bien pu se propager à tout l'édifice. Les dommages sont évalués à près d'un demi-million de dollars.

SYNDROME

Suite de la page A1

de cas de décès et de cancers ont été signalés dans des pays européens, selon un décompte de l'AFP se basant sur des rapports officiels ou des informations publiées dans les médias, mais sans pour autant que soit établi un lien de cause à effet.

Le pays le plus touché est l'Italie avec « 18 cas suspects », dont huit décès, selon le ministère de la Défense.

La Suisse a décidé de soumettre à examen médical ses 900 soldats ayant servi dans les Balkans pour s'assurer qu'ils n'ont pas été contaminés. L'Ukraine a annoncé samedi avoir dépêché des médecins au Kosovo pour s'assurer qu'aucun soldat sur place n'a été contaminé. Le Canada a indiqué n'avoir enregistré aucun cas.

Le Pentagone a confirmé que les forces américaines avaient tiré 31 000 obus à uranium appauvri pendant les opérations aériennes sur la Yougoslavie.

Le président russe Vladimir Pou-

tine a jugé hier « absolument inadmissible l'emploi de la force en Yougoslavie, et en Europe en général, avec des armes à l'uranium appauvri ou non », tout en indiquant que son pays avait peu d'informations sur cette affaire pour « tirer des conclusions ».

La polémique sur la toxicité des munitions à l'uranium appauvri a été relancée mercredi par l'annonce des décès de militaires italiens ayant servi dans cette région.

La réponse aux questions sur les effets de l'uranium appauvri sur la santé pourrait se trouver dans le désert irakien, près de la frontière avec le Koweït, théâtre en 1991 de l'opération « Tempête du désert », a rapporté hier *The Observer* en citant un expert britannique.

Des échantillons d'air prélevés sur place il y a trois mois par cet expert spécialisé dans les radiations de basse intensité, le Dr Chris Busby, révèlent un niveau de radiation ionisée dans l'atmosphère

vingt fois supérieur à celui constaté à Bagdad, a affirmé le journal.

Du coup, l'association britannique des anciens combattants de la guerre du Golfe (1991) et leurs familles ont demandé hier au gouvernement de mener une enquête approfondie sur les effets de l'uranium appauvri sur la santé des soldats.

L'uranium appauvri, métal dense et très faiblement radioactif, est utilisé dans des munitions auxquelles il confère des capacités accrues de percement de blindages.

Selon des scientifiques, ce métal a une double toxicité radioactive (différée entre quatre et vingt-cinq ans) et chimique (immédiate) pouvant provoquer des leucémies, des malformations et des problèmes de stérilité.

Avertissement de l'OTAN

Par ailleurs, le ministère allemand de la Défense a confirmé hier à Berlin que l'Alliance atlantique

avait averti ses pays membres dès juin 1999 des possibles dangers que pouvait représenter les munitions à uranium appauvri utilisées dans les Balkans. Elle avait également demandé à ce que des mesures de précaution soient prises.

Dans un article à paraître aujourd'hui, le quotidien *Berliner Morgenpost* affirme avoir obtenu un document du ministère daté du 16 juillet 1999 rapportant que l'OTAN avait averti le mois précédent soldats et membres d'ONG d'une « possible menace toxique » dans la région et recommandait de prendre des « mesures préventives ».

Mais le document poursuit en indiquant que l'OTAN ne comptait pas prendre elle-même d'autres mesures. Le ministère allemand de la Défense affirme, lui, avoir réagi immédiatement en envoyant des instructions aux unités stationnant dans les zones où furent tirés les obus à uranium appauvri.

Le manque d'informations de

l'OTAN sur les sites frappés par ces armes antichar a en tout cas été critiqué par Klaus Topfer, le directeur du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), dans un entretien à paraître aujourd'hui dans le quotidien *Berliner Zeitung*. Il affirme que l'Alliance a pour position de dire que « toute enquête sur ces sites n'est plus nécessaire », « Ce n'est pas correct du tout », juge M. Topfer.

Le PNUE avait révélé vendredi qu'une de ses équipes de chercheurs, qui avait visité onze des 112 sites atteints par des obus de l'OTAN au Kosovo, a découvert des débris de munitions à base d'uranium appauvri et des traces de radioactivité dans huit d'entre eux.

Alors que les résultats définitifs de cette étude seront connus en mars, M. Topfer a souhaité qu'on procède à de semblables enquêtes en Bosnie et en Serbie et a appelé l'OTAN à divulguer toutes les informations dont elle dispose sur les sites bombardés avec ces armes spéciales dans ces deux régions.

LECTURES

Erratum

La photo publiée en page A1 et en B1 de notre édition d'hier n'est pas celle du libraire Réjean Saint-Hilaire, tel qu'écrit aux deux endroits, mais celle de Michel Lynch, de la librairie Champigny-Renaud Bray. Toutes nos excuses aux deux libraires pour cette confusion liée à des problèmes techniques.

6/49

Précision

Les résultats des tirages de la Loto 6-49 et du Québec 49 du 6 janvier dernier, publiés en page A5 hier, ont malheureusement été inversés. Le bon tirage de la Loto 6-49 du 6 janvier donne les numéros 15-24-36-43-45-48 (complémentaire : le 11). Celui du Québec 49 concerne les numéros suivants : 17-30-37-41-43-48 (complémentaire : le 34). Toutes nos excuses.

ministre égyptien des Affaires étrangères, Amr Moussa.

« Tant que le problème politique demeure en suspens et tant que les Palestiniens n'auront pas recouvré leurs droits, la colère sera, pour le peuple palestinien, le principal moyen de traiter avec les forces d'occupation », a prévenu M. Moussa.

Sur le terrain, le contexte ne semblait guère favorable à une relance de la coopération en matière de sécurité, avec la mort d'une Palestinienne tuée par l'armée israélienne, alors que, pour la première fois, des responsables de l'État juif ont accusé l'Autorité palestinienne d'être directement impliquée dans un attentat en Israël même.

Les services de sécurité israéliens ont arrêté un Jordanien soupçonné d'être l'auteur d'un attentat à Tel-Aviv, fin décembre, qui aurait été recruté par des responsables locaux des renseignements militaires palestiniens à Naplouse (Cisjordanie), a-t-on appris hier.

Le chef des services de renseignements militaires palestiniens, le général Moussa Arafat, a « catégoriquement démenti » et riposté en accusant des responsables israéliens de se servir de cette accusation « comme prétexte à des assassinats » de dirigeants palestiniens.

Parallèlement, les mouvements islamistes palestiniens Hamas et Jihad se sont élevés contre la réunion du Caire, destinée selon eux à endiguer l'intifada et dénoncé la par-

ticipation de l'Autorité palestinienne.

La délégation palestinienne devait être conduite par le chef des services de renseignements Amin al-Hendi, les chefs de la Sécurité préventive dans la bande de Gaza, Mohammad Dahlan, et en Cisjordanie, Jibril Rajoub.

La délégation israélienne devait comprendre un haut responsable de l'armée israélienne, Shlomo Yanaï et le chef du Shin Beth, le service de sécurité intérieur israélien, Avraham Dichter.

Depuis le début de l'intifada, le 28 septembre, les violences israélo-palestiniennes ont fait 370 morts : 313 Palestiniens, un Allemand, 13 Arabes israéliens et 43 autres Israéliens.

ACTUALITÉS

Équipements désuets à Environnement Canada

Il faudrait 100 millions pour renflouer les services de prévision météo

Presse Canadienne

OTTAWA — Les météorologues ont besoin de plus de 100 millions en équipement si l'on veut que les services de prévision des conditions climatiques continuent de fonctionner, affirme le ministre fédéral de l'Environnement, David Anderson.

« Nous parlons ici de plusieurs dizaines de millions, bien au-delà de 100 millions, a prévenu le ministre. Si nous n'obtenons pas l'équipement requis dans un délai relativement rapproché, nous devons courir les risques d'un service déclinant. »

Une partie de l'équipement actuellement en service a déjà dépassé la durée d'utilisation recommandée par le fabricant, a révélé M. Anderson. Son ministère voudrait remplacer l'ensemble de son équipement — des systèmes informatiques jusqu'aux stations d'observation des conditions climatiques — dans un délai de cinq ans.

« Nous avons besoin d'un refinancement et de nouveau matériel », a ajouté le ministre, qui entend porter cette requête à l'attention de ses collègues du cabinet fédéral.

On retrouve en tête de la liste du ministre de l'Environnement quelque 18 systèmes de télémétrie Doppler, à 2,5 millions pièce. Ces instruments permettent de détecter les tornades et les tempêtes d'im-

portance. Le Canada exploite actuellement 13 systèmes Doppler partout au pays.

Un radar conventionnel peut fort bien témoigner de l'endroit où se trouvent les nuages d'orage et de pluie, mais seul un système Doppler peut révéler le mouvement interne des masses nuageuses et détecter les tourbillons de vent qui sont l'indice d'une tornade.

En 1994, un système de radar conventionnel n'avait pu détecter la formation d'une tornade qui avait ravagé une partie de la ville d'Aylmer, blessant 25 personnes et endommageant quelque 330 résidences. Le ministère de l'Environnement estime qu'un système Doppler aurait pu prévoir le coup et prévenir les autorités de 15 à 20 minutes avant l'arrivée du vortex.

« La prévision des tornades est particulièrement importante, du strict point de vue de la sécurité, a plaidé le ministre Anderson. On ne peut pas le faire sans un meilleur équipement. »

Les météorologues du ministère de l'Environnement s'inquiètent aussi au sujet des 440 stations d'observation des conditions climatiques qui, partout au pays, fournissent des données utiles aux bulletins météo quotidiens et aux aéroports.

On estime que 60 de ces stations datent de plus de 20 ans, tandis que de 100 à 200 autres seront désuètes d'ici deux ans. Le remplacement de ces stations coûterait, pour chacune d'entre elles, entre 50 000 \$ et 300 000 \$. Dans l'Arctique, le ministre affirme avoir be-

soin de plusieurs millions pour revampir la station météorologique Eureka, qui devient de plus en plus importante dans l'étude scientifique du réchauffement de la planète.

Le ministère de l'Environnement voudrait également mettre en place une cinquantaine de sites de contrôle de qualité de l'air, en vue de vérifier la présence de smog et de polluants atmosphériques au pays.

David Anderson a expliqué que ces stations de contrôle de la qualité de l'air sont nécessaires si le gouvernement veut forcer les industries à restreindre leurs émissions polluantes. Elles viendraient de même donner un sens concret à l'accord de réduction des gaz à effet de serre intervenu l'automne dernier entre le Canada et les États-Unis.

TRoubles affectifs saisonniers

Un mal insidieux

Presse Canadienne

TORONTO — Chaque année, quand les journées raccourcissent, des milliers de Canadiens comme Melissa Flick commencent à souffrir. Mme Flick est atteinte de troubles affectifs saisonniers (seasonal affective disorder, ou SAD). Elle éprouve une fatigue écrasante, est victime de dépression et d'excès alimentaires quand arrivent les journées d'hiver, où la période de clarté est réduite.

C'est à l'âge de 21 ans que cette affection a été diagnostiquée chez elle.

Aujourd'hui, quand l'hiver arrive, elle compte sur une combinaison de traitements, incluant la photothérapie (l'exposition à une source lumineuse), un régime alimentaire particulier et diverses techniques, pour continuer à travailler et vivre le plus normalement possible.

Mais il lui a fallu plusieurs années avant de savoir ce qu'elle devait faire pour passer à travers la saison froide, et c'est aussi le cas des quelque 600 000 Canadiens qui souffrent de ce trouble.

Aujourd'hui, une équipe de chercheurs de tout le pays se penchent sur le cas de plusieurs centaines de personnes atteintes des troubles affectifs saisonniers pour tenter de déterminer quels traitements fonctionnent le mieux, et selon quelle combinaison, afin de combattre cette affection encore sous-diagnostiquée, et souvent mal comprise.

Il y a une différence entre se sentir déprimé ou avoir l'impression de manquer d'énergie, l'hiver, et souffrir de troubles affectifs saisonniers, explique le docteur Anthony Levitt, l'un des chercheurs impliqués dans les travaux sur cette affection, aujour-

d'hui considérée comme une forme de dépression clinique. « C'est la différence entre avoir un simple rhume, et avoir la grippe. Avec un rhume, explique-t-il, on peut aller travailler. Mais la grippe, elle, peut être mortelle. Alors, le manque d'énergie pendant l'hiver, c'est comme avoir un rhume, tandis que la dépression saisonnière, c'est comme une grippe grave. »

Même si la science a établi que les troubles affectifs saisonniers sont reliés à la brièveté des périodes d'ensoleillement, nul ne sait avec certitude ce qui cause l'affection, ni pourquoi elle touche beaucoup plus de femmes, généralement âgées entre 20 et 40 ans, que d'hommes.

On croit cependant que cela a quelque chose à voir avec la concentration de sérotonine dans l'organisme — une substance qui sert à produire de la mélatonine, laquelle nous rend somnolents.

« Nous ne savons pas quels mécanismes biochimiques sont actifs dans le cerveau, et nous ne savons pas quels sont les déclencheurs extérieurs, note le Dr Levitt. Mais nous savons que cela a probablement quelque chose à voir avec certaines variables géoclimatiques. »

Comme Mme Flick, les personnes atteintes de troubles affectifs saisonniers peuvent en atténuer l'impact en surveillant attentivement ce qu'elles mangent, en se soumettant, en début de journée, à des traitements de photothérapie, en évitant le stress et en prenant des antidépresseurs. Mais il est parfois difficile de trouver — et de maintenir — l'équilibre approprié entre ces différentes mesures.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse

Beaux, mais dangereux...

Le redoux que nous connaissons depuis trois jours a fait fondre la neige sur la toiture de la basilique Notre-Dame, à Montréal, et si les glaçons qui se forment font le bonheur des photographes, les pompiers de Montréal doivent les faire tomber afin d'éviter les accidents.

Les agriculteurs de l'Ouest envisagent une année sabbatique

Presse Canadienne

EDMONTON — Des centaines d'agriculteurs de l'Ouest songent à s'organiser pour prendre une année sabbatique, afin de faire monter les prix des céréales.

En ne cultivant pas leurs terres pendant un an, ils créeraient un manque de huit milliards de boisseaux sur le marché international des céréales. Cela, croient-ils, pourrait faire grimper le prix des denrées, en déclin depuis trois ans.

« On nous a persuadés que nous devons produire toujours plus, et c'est ce qui est en train de nous tuer. Nous produisons trop », explique Morris Freeston, un agriculteur de Saskatchewan gagné à l'idée. M. Freeston organise des réunions sur le projet d'année sabbatique dans sa province et en Alberta, et vise à faire signer 4000 à 5000 producteurs d'ici ce printemps.

Jusqu'à présent, environ 1200 fermiers de l'ouest du pays ont versé 250 \$ chacun pour adhérer à l'organisation *Focus on Sabbatical*. Le groupe veut convaincre des dizaines de milliers de cultivateurs à travers l'Amérique du Nord de prendre un an de congé et de ne pas travailler la terre en 2002 ou en 2003.

Si les partisans du projet réussissent à convaincre suffisamment de fermiers d'interrompre leur production pendant un an, cela créera l'équivalent d'une sécheresse ou d'une très mauvaise récolte — des événements qui stimulent les prix mondiaux du blé, des oléagineux et des céréales fourragères, explique Ken Goudy, un vétéran de l'industrie des produits chimiques agricoles qui a eu l'idée de la sabbatique, il y a un an.

« Les fermiers ont assuré au monde un surplus confortable et le marché fixe des prix qui équivalent à voler ces fermiers, dit-il. La solution de rechange du fermier consiste à éliminer ce surplus confortable. »

Si 150 000 agriculteurs sont prêts à adopter son plan, ils contribueraient de 35\$ à 70 \$ pour chaque acre qu'ils possèdent. Cette cagnotte serait investie dans les marchés à terme, et permettrait de verser aux fermiers un salaire pour l'année pendant laquelle ils ne produiraient pas. S'ils manquaient à leur engagement et commençaient à produire, il leur en coûterait un montant significatif, explique M. Goudy.

Réduire la production n'est pas une idée entièrement nouvelle. Dans les années 1970, le gouvernement libéral fédéral avait créé un programme qui rémunérait les agriculteurs de l'Ouest pour ne pas faire pousser de blé.

Mais, selon le professeur d'économie agricole Mel Lerohl, de l'Université de l'Alberta, *Focus on Sabbatical* il s'agit d'une variation de plus de la stratégie consistant à créer une pénurie sur le marché, et cela le laisse sceptique. Les agriculteurs nord-américains ne parviendront pas à créer un cartel sur le modèle de l'OPEP avec une année sabbatique, affirme-t-il.

Il faudrait selon lui faire signer beaucoup plus que 150 000 fermiers nord-américains.

Depuis les années 1930, il y a eu de nombreuses ententes commerciales ayant comme objectif de réduire la production, mais on a toujours connu des problèmes à faire respecter ces ententes, souligne-t-il.

199\$ PAR MOIS, location 48 mois*

SENTRA

ou financement à l'achat à partir de 4,8% sans paiement et intérêt pendant 90 jours!**



*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2001 (CALG51 AAD0). Acompte ou échange équivalent de 1995 \$. Limite de 19500 km par année avec 0,10\$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement à partir de 4,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. † Cette offre n'est valable que pour les véhicules neufs ou de démonstration et lorsque le financement s'effectue par la Banque de Montréal. Cette offre prend fin le 31 janvier 2001. †† Petites berlines japonaises de base année-modèle 2000. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

- MOTEUR 1,8 L DE 126 CHEVAUX
- LE PLUS PUISSANT DE SA CATÉGORIE**
- PNEUS TOUTES SAISONS 14 PO
- TÉLÉOUVERTURE DU COFFRE ET DE LA TRAPPE DE CARBURANT
- PARE-BOUE AVANT ET ARRIÈRE
- DOSSIER ARRIÈRE RABATTABLE 60/40
- PARE-CHOC COULEUR CARROSSERIE
- ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 H
- TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS



TOUJOURS PLUS LOIN.

2918924A 2918934

Huit motoneigistes sont morts depuis le début de l'hiver

MARTINE ROUX

HUIT MOTONEIGISTES ont perdu la vie au Québec depuis le début de la saison froide, mais la majorité des décès sont attribuables à des imprudences, estime la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec.

Le tableau n'est pas plus sombre que lors des années passées, soutient Yves Watier, chef de la direction de la Fédération. D'autant plus que seuls deux des huit décès sont survenus sur des sentiers balisés et réservés aux motoneigistes, souligne-t-il.

« Il y a encore beaucoup de gens qui font de la motoneige en bordure des routes, par exemple. Ils

agissent de façon inconsciente et s'exposent à des dangers. »

La dernière victime de la motoneige, Charles Gagné, 38 ans, de Tring-Jonction, en Beauce, a perdu la vie samedi soir sur un sentier balisé d'East-Broughton. Selon la Sûreté du Québec, le motoneigiste a été projeté dans le sentier après que son bolide eut percuté un arbre. Le malheureux a été happé mortellement par un autre motoneigiste.

Une perte de contrôle est à l'origine du second accident mortel survenu dans un sentier, commente M. Watier. « Les pertes de contrôle sont souvent liées à la vitesse », déplore-t-il. Bien que cette dernière soit généralement limitée à 70 km/h dans les sentiers de motoneiges,

l'aiguille de l'odomètre s'aventure souvent au-delà. Tout comme sur les routes du Québec, rétorque Yves Watier. « Est-ce que 100 km/h est une limite respectée sur l'autoroute 20 ? »

Le 26 décembre dernier, un garçonnet de sept ans a perdu la vie à quelques mètres de son domicile après que la motoneige que conduisait son père ait embouti un arbre. L'enfant ne portait pas de casque et est mort sur le coup.

Parmi les autres récentes victimes de la motoneige, on compte aussi un homme de 57 ans, mort près de Falardeau, au Saguenay... également après que son engin ait percuté un arbre. Deux jours avant le Nouvel An, un motoneigiste de 22 ans a perdu la vie en bordure

d'un rang de Sainte-Jeanne-D'Arc, au Lac Saint-Jean, à la suite d'une collision avec un cheval. Dans cette même région, un motoneigiste qui s'entraînait en vue d'une course d'accélération a heurté à mort son frère de 47 ans sur le lac Saint-Jean. Ce dernier, debout, surveillait le radar qui mesurait la vitesse à laquelle filait le bolide de son frère.

L'imprudence, la vitesse et parfois l'alcool se cachent derrière la grande majorité des accidents, constate la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec. Mais plusieurs motoneigistes québécois échappent aux campagnes de sensibilisation de l'organisme : environ 157 000 motoneiges sont immatriculées au Québec mais seuls

110 000 motoneigistes — dont 20 000 habitent ailleurs qu'au Québec — sont membres d'un club que chapeaute la Fédération.

« La seule façon de sensibiliser « les non-membres » à la sécurité, c'est lors de l'immatriculation. C'est certain qu'on aimerait qu'il n'y ait plus d'accidents impliquant des motoneigistes, mais ce que nous regardons principalement, c'est le nombre de décès dans les sentiers, un bilan qui s'améliore d'année en année. »

À pareille date l'an dernier, onze motoneigistes avaient péri lors d'un accident, dont trois sur des sentiers balisés. L'hiver 1999-2000 s'est soldé par le décès de 21 motoneigistes, la moitié moins que l'année précédente.

Début du deuxième round de l'enquête Walkerton

Presse Canadienne

AU TOUT DÉBUT de ce qui allait devenir la pire épidémie de la bactérie E. coli de l'histoire du Canada, le docteur Murray McQuigge, celui qui a tiré la sonnette d'alarme à propos de la contamination de l'eau potable à Walkerton, a été perçu comme un héros.

Mais le médecin-hygiéniste de la région, qui avait émis l'avis enjoignant les citoyens de Walkerton de faire bouillir leur eau, pourrait passer un mauvais quart d'heure lorsqu'il viendra témoigner aujourd'hui, à la reprise des audiences de la commission d'enquête sur la tragédie qui a fait sept morts et rendu 2300 autres personnes malades, en mai dernier.

Il sera l'un des témoins-vedettes de ces audiences, qui ont mis à jour de stupéfiantes révélations sur l'incompétence et la mauvaise gestion des services publics de cette petite ville de l'Ontario.

Le responsable de la commission municipale de l'eau, Stan Koebel et son frère, le contremaître Frank Koebel, ont notamment admis avoir à maintes reprises falsifié des rapports d'échantillonnage de la qualité de l'eau et de dosage du chlore dans l'eau potable.

Mais longtemps avant que cela se sache, aux pires heures de l'épidémie, le Dr McQuigge déclarait publiquement que que plusieurs personnes refusaient encore de croire : que la crise aurait pu être évitée, et que les services municipaux avaient caché des informa-

tions cruciales sur la contamination de l'eau.

Or, l'avocat de Stan Koebel, Bill Trudell, a laissé entendre le mois dernier que la direction régionale de la santé publique avait blâmé la commission municipale de l'eau dans le but de détourner les critiques vis-à-vis de sa propre réaction à la crise. Selon l'avocat, la direction de la santé aurait dû réaliser plus rapidement que l'eau du robinet à Walkerton était contaminée.

La première moitié de l'enquête maintenant terminée, l'accent devrait être mis, au cours des prochaines semaines, sur le rôle joué dans cette tragédie par les politiques et compressions gouvernementales ontariennes.

Plusieurs critiques ont affirmé que les compressions des années précédentes au budget du ministère de l'Environnement avaient fait en sorte qu'il était devenu impossible de faire respecter des normes adéquates de la qualité de l'eau potable.

On a aussi souligné que les restructurations municipales imposées par le gouvernement conservateur ont transféré de trop lourdes responsabilités aux municipalités, sans leur allouer les fonds nécessaires.

L'enquête a également permis d'apprendre que plusieurs des laboratoires privés qui ont vu le jour à la suite de la décision de la province de privatiser les services de laboratoires chargés des tests de qualité de l'eau, en 1996, n'étaient pas accrédités pour effectuer le dépistage de la bactérie E. coli dans l'eau potable.



PHOTO AFP

L'eau recule en France

Malgré une décrue générale en Bretagne, les inondations restaient préoccupantes dans la région de Redon (Ille-et-Vilaine), en France, où la Vilaine a atteint hier le niveau de la dernière grande crue de 1995. En Normandie, un recul des eaux s'est amorcé dans les régions touchées, principalement dans le Calvados. À Redon, l'eau de la Vilaine est montée d'un centimètre par heure dans la nuit de samedi à dimanche, si bien que la cote de 5,35 mètres, constatée en 1995, a été atteinte hier matin et même légèrement dépassée en milieu de journée, selon la sous-préfecture de la ville. Le niveau du fleuve s'est ensuite stabilisé. Par ailleurs, vraisemblablement en raison des inondations, un homme d'une vingtaine d'années est porté disparu depuis samedi à Hennebont, près de Lorient, dans le Morbihan.

TRAVAIL FORCÉ EN ALLEMAGNE NAZIE

L'aide du gouvernement allemand se laisse désirer

MARTINE ROUX

L'INDEMNISATION annoncée l'été dernier par le gouvernement allemand aux anciens travailleurs forcés du régime nazi se fait toujours attendre, déplore le vice-président à la direction du Congrès juif canadien, Jack Silverstone.

« C'est toujours retardé, dit-il. On nous avait dit que les formulaires seraient disponibles en septembre, puis fin novembre. Nous sommes en janvier 2001 et ils ne le sont toujours pas. »

Les autorités allemandes ont adopté en août dernier une loi créant un fonds de quelque 10 milliards de marks — plus de 7 milliards de dollars canadiens — visant à dédommager les travailleurs forcés et les esclaves qui ont contribué à la machine de guerre de l'Allemagne nazie. Financé à la fois par le gouvernement et les industriels allemands, le fonds sera réparti entre des anciens travailleurs forcés des quatre coins de la planète, juifs ou non.

Au Canada, entre 600 à 700 non-juifs — principalement des personnes originaires d'Europe de l'Est — et plusieurs milliers de Juifs y seront admissibles, estime M. Silverstone. « Ils n'ont toujours pas reçu un sou car aux États-Unis, des survivants de l'Holocauste avaient entrepris des recours collectifs devant les tribunaux avant l'annonce du gouvernement allemand. Probablement que l'Allemagne attend que les causes soient réglées avant d'indemniser les travailleurs forcés mais tout cela traîne en longueur. »

Mais l'aide arrive déjà trop tard, juge Jerry Kapelus, un ancien esclave et travailleur forcé vivant aujourd'hui en banlieue de Toronto. « Aucune somme d'argent ne pourra jamais compenser pour les crimes et les sévices commis durant la guerre », dit-il.

Âgé de 10 ans lorsque la guerre a éclaté, sa famille a été faite prisonnière dans un ghetto de Lodz, en Pologne, sa ville natale. Pendant quatre ans, le jeune Jerry a travaillé dans une usine de munitions et d'équipement militaire, retournant dormir au ghetto. Jusqu'au jour où il fut contraint de prendre le train avec ses parents, son frère et sa soeur. Direction : Auschwitz...

« C'est la dernière fois que j'ai vu mes parents », évoque-t-il douloureusement. Échappant aux chambres à gaz parce qu'il a « agité la main vers la droite plutôt que vers la gauche » en descendant du train, il a travaillé sur une ferme pendant huit mois avant de marcher vers le camp de concentration de Buchenwald, libéré par les Alliés en avril 1945.

Il ne s'est jamais prévalu d'une autre indemnisation que le gouvernement allemand verse aux victimes de l'Holocauste. « Pour moi, c'était de l'argent souillé (blood money), dit le survivant de 71 ans. Cette fois, si l'argent peut être disponible, je vais accepter. Je le donnerai à un organisme de charité... »

Pour obtenir un formulaire de dédommagement, il faut s'adresser à l'Organisation internationale pour les migrations, qu'on peut joindre sans frais au 1 (866) 443-5187.

Duel de singeries entre Lastman et le gouvernement Harris

Presse Canadienne

TORONTO — Dans une échauffourée qui conviendrait mieux à la cage des primates de n'importe quel zoo, le coloré maire de la plus populeuse ville du Canada est aux prises avec le gouvernement de l'Ontario à propos de l'argent qu'il peut ou non dépenser.

Au cours de ses deux mandats à la mairie de Toronto, Mel Lastman a été plus souvent qu'autrement à couteaux tirés avec le gouvernement conservateur de Mike Harris quant à savoir qui, au juste, est finalement responsable de la ville.

Mais la querelle a pris de singulières proportions, la semaine dernière, lorsqu'une vérification comptable — exécutée à la demande du ministre ontarien du Travail, Chris Stockwell — a semblé conclure que M. Lastman n'avait aucune raison de chercher noise à Queen's Park.

Lorsqu'on lui a demandé de commenter, M. Lastman a répliqué : « Regardez, je ne fais pas de commentaire à propos de Chris

Stockwell. Je ne parle qu'au joueur d'orgue de Barbarie (et non à ses chimpanzés savants, NDLR). Je ne parle qu'au premier ministre. »

S'avisant de ce qu'on venait de le comparer à un primate, M. Stockwell a lancé : « Je ne suis pas certain que quelqu'un mesurant cinq pieds, aux cheveux frisés noirs, devrait comparer qui que ce soit à un singe. »

En quelques jours, le quotidien *National Post* a mené une enquête visant à déterminer lequel des deux protagonistes avait le faciès le plus simiesque. On a pour cela observé les réactions d'un couple de singes, ainsi que celles d'un orang-outang femelle, aux photographies des deux politiciens en cause.

Le *Post* n'a pas réussi à trancher de façon significative, mais a tout de même rapporté que les singes s'étaient grattés en observant les deux images, tandis que l'orang-outang s'est quant à elle frappé la tête à quelques reprises sur un oreiller en apercevant le visage de Mel Lastman.

La CSN presse Québec de miser sur la transformation de l'aluminium

ANDRÉ DUCHESNE

LA CONFÉDÉRATION des syndicats nationaux presse le gouvernement du Québec d'adopter des mesures plus agressives afin de favoriser l'émergence d'industries de transformation des matières premières, plus particulièrement dans le secteur de l'aluminium.

Pour ce faire, la CSN recommande au ministre des Finances Bernard Landry d'utiliser, dans son prochain budget, les nombreux leviers économiques dont il dispose afin de forcer les compagnies produisant des matières premières à les transformer davantage au Québec. Au premier rang de ces leviers, on retrouve les taux préférentiels d'électricité consentis aux alumineries.

« On ne doit pas se contenter de faire du Québec un paradis pour

les alumineries », a indiqué hier la vice-présidente de la CSN, Claudette Carbonneau. Selon elle, les taux préférentiels pour l'achat d'électricité accordés aux alumineries doivent être liés à un engagement de leur part pour amorcer un virage vers l'industrie de la transformation.

Dans le domaine de l'aluminium, les activités de transformation se retrouvent entre autres dans la fabrication de pièces d'automobiles, de canettes et de produits d'extrusion (laminage).

« L'avenir est aux produits transformés », insiste Mme Carbonneau, d'autant plus qu'en raison de la mondialisation, les industries primaires de l'aluminium sont menacées de rationalisation. L'an dernier, donne-t-elle à titre d'exemple, le rachat de l'usine Reynolds de Baie-Comeau par la géant Alcoa s'est traduit par la

perte de 400 emplois.

Selon François Bélanger, du service des relations de travail de la CSN, les alumineries installées au Québec consomment le cinquième de l'électricité québécoise mais ne fournissent que 14 000 emplois directs (2,4 % de la main-d'oeuvre manufacturière). Un peu plus de 40 000 emplois indirects bénéficient également de cette industrie.

En novembre dernier, le ministre Landry avait fait part de son agacement face au phénomène, indiquant qu'il n'accorderait pas un kilowatt d'électricité supplémentaire aux producteurs d'aluminium s'ils ne transformaient pas davantage leurs produits au Québec. Pour lui, le secteur cible est celui de l'industrie automobile. À ce sujet, la compagnie canadienne Alcan possède un important contrat de vente d'aluminium avec General Motors, avait-il alors rappelé.

Rapport inverse

Le manque d'industries de transformation sur le territoire québécois coûte des milliers d'emplois selon la CSN, qui représente 22 000 travailleurs de la métallurgie dont 3000 à 4000 dans le secteur de l'aluminium.

Le syndicat affirme que pour dix emplois reliés à la production d'aluminium primaire au Québec, on en compte sept dans l'industrie de la transformation. Or, aux États-Unis, ce rapport est inverse : il y a sept fois plus de travailleurs dans le domaine de la transformation que dans celui de la production de matières premières.

Si le Québec compte plusieurs alumineries, une seule entreprise de transformation majeure d'aluminium se trouve sur son territoire : l'usine Corus de Cap-de-la-Madeleine.

L'industrie de la transformation échapperait au Québec en raison de son éloignement des grands marchés américains. Aux yeux de François Bélanger, cet argument ne tient plus la route. « De plus en plus d'entreprises de transformation sont situées près de la frontière canado-américaine, tant dans l'État de New York près du Québec que dans celui de Washington, juste au sud de Vancouver. »

La CSN croit enfin que le ministre Landry devrait élargir à toutes les régions et à d'autres secteurs industriels le crédit d'impôt de 40 % accordé depuis l'an dernier aux industries de l'aluminium s'installant au Saguenay-Lac-St-Jean. « Il y a plusieurs autres endroits au Québec, comme Bécancour et Baie-Comeau, où l'on fabrique de l'aluminium », rappelle Alain Lampron, président de la Fédération de la métallurgie.

La crise au Pays basque a non seulement coûté cher en vies humaines – 800 morts depuis le début du conflit – mais elle a également eu un effet désastreux sur son économie. Bilbao, la capitale industrielle et économique du pays a entrepris une vaste opération de revitalisation de la ville pour contrer ces difficultés. Des groupes de citoyens ont pour leur part lancé des mouvements pacifistes pour tenter d'établir des ponts entre les deux pôles de la société. Voici la dernière tranche de notre reportage.

Bilbao, une ville épanouie



GILLES PAQUIN

AU PAYS BASQUE

SAM | 1 > L'identité nationale

DIM | 2 > La peur au ventre

LUN | 3 > Bilbao renaît

BILBAO – Au milieu des années 1950, Bilbao était encore une ville riche et laide entourée de collines rongées par les mines à ciel ouvert. L'air était pollué par des hauts fourneaux crachant une fumée étouffante, le cœur de la cité était défiguré par des chantiers navals vieillissants parsemés de grues rouillées.

La crise est passée : elle a emporté les industries lourdes et la plus grande agglomération du Pays basque s'est lentement transformée en un centre de services revitalisé, doté d'une vie culturelle intense. La ville de 1,2 million d'habitants, dont on célèbre cette année le 700^e anniversaire de fondation, est maintenant citée en exemple pour cette mutation réussie.

« C'est une ville qui décolle et qui a réalisé une grande transformation économique par l'architecture et l'urbanisme. C'est aussi un exemple de transformation urbaine pour les experts et le grand public », a déclaré l'architecte française Ariela Masbounji, lors de la visite d'une délégation d'experts européens.

La mutation de Bilbao est aujourd'hui symbolisée par un immense monument de titane et de verre élevé sur la rive gauche du fleuve Nervion, au centre de la ville. « El Guggy », surnom familièrement donné ici au musée Guggenheim d'art moderne, a donné une nouvelle fierté aux citoyens du deuxième port de mer en importance de l'État espagnol.

« Nous avons traversé une période très difficile. Le chômage a atteint un niveau catastrophique lorsque les vieilles industries ont fermé les unes après les autres », dit le directeur des communications de Bilbao, Guillermo Fernandez.

Selon lui, la ville n'avait plus le choix, elle devait se donner une nouvelle vocation orientée vers la haute technologie et les services. Boudée par les touristes depuis toujours, Bilbao a aussi décidé de



Le musée Guggenheim (photo du haut), fleuron du programme de revitalisation de Bilbao, fait aujourd'hui la fierté de ses citoyens au même titre que le nouvel aéroport futuriste, le métro aux lignes sobres ou la vieille ville entièrement restaurée. En bas à gauche, une bouche de métro, et à droite, le Palais des congrès et de la musique

se refaire une beauté pour devenir également une destination prisée des amateurs d'art et des congressistes.

Efforts considérables

Pour en arriver là, Bilbao a déployé des efforts considérables échelonnés sur 20 ans, note M. Fernandez. Le port a été démenagé à l'embouchure du fleuve, à 13 km de la ville. Le nouveau métro est entré en service en 1995, « el Guggy » a ouvert ses portes en

1997, les sept rues de la vieille ville ont été rendues aux piétons et un palais des congrès moderne a été inauguré l'an dernier.

La ville a, de plus, confié au réputé architecte Santiago Calatrava la construction d'une passerelle entre les deux rives du fleuve pour faciliter l'accès au musée. Ce pont suspendu, dont la forme rappelle les ailes ouvertes d'une colombe, reprend la ligne gracieuse que Calatrava a aussi donnée au nouvel aéroport de Bilbao.

Simultanément, les autorités régionales ont créé trois parcs technologiques où sont maintenant installées plusieurs industries de pointe. Après des années de licenciements massifs et de retraites forcées dans l'industrie lourde, 70 % des emplois se trouvent maintenant dans les entreprises de services.

« L'éveil touristique de Bilbao a été favorisé par la trêve décrétée par l'ETA en septembre 1998, ajoute M. Fernandez. Ces 14 mois sans violence ont été comme une

lune de miel pour nous. Avant, les touristes avaient peur de venir ici, ils s'imaginaient que nos rues étaient remplies de terroristes armés », dit-il.

Au centre de la ville, entre le musée et le palais des congrès, un terrain aussi vaste que celui des usines Angus, dans l'est de Montréal, est toujours en friche. Cet ancien site des chantiers navals accueillera bientôt un centre commercial, un hôtel, un centre administratif municipal, des logements et beaucoup de verdure.

Lorsque l'ETA a rompu la trêve et relancé ses attentats en décembre dernier, les autorités municipales et les citoyens ont recommencé à avoir peur.

« Nous savons que le terrorisme nuit à la venue de nouveaux investissements en dépit de la bonne réputation de la main-d'œuvre basque. Toutes les nouvelles qui sortent d'ici parlent de la violence », dit la directrice du Bureau de tourisme et des congrès de Bilbao, Elvira Etxebarria.

Avec la reprise des attentats, plusieurs organisations étrangères qui avaient prévu tenir leurs congrès à Bilbao ont repris contact avec Mme Etxebarria. Elles sont inquiètes et la ville aussi. « Tout ce que nous pouvons faire, c'est de les inviter à venir passer quelques jours ici afin de leur prouver qu'il n'y a rien à craindre », dit-elle.

Chaque jour, pourtant, les journaux signalent de nouveaux attentats à Bilbao et dans les villes de la région. En une fin de semaine, trois succursales bancaires, une agence de voyage, un bureau de la compagnie de téléphone, une station de radio et plusieurs voitures ont été incendiées.

L'organisation terroriste a aussi tenté de tuer deux militaires en Andalousie, mais les engins explosifs qui avaient été placés dans leur véhicule ont été découverts à temps pour prévenir de nouvelles hécatombes.

Le lendemain, pendant que *La Presse* s'entretient avec un porte-parole du parti Eusko alkartasuna, un appel urgent du siège de la formation le prévient qu'un nouvel attentat vient de se produire. Cette fois, un procureur du parquet de Grenade est tombé sous les balles de ses agresseurs, devenant ainsi la 14^e victime de l'ETA de l'an 2000.

L'air sombre, Joserra Lopez-Larinaga raccroche et affirme que cette tuerie révolte l'immense majorité de la population. C'est une violence qui n'a aucune raison d'être, dit-il. Loin d'aider la cause des Basques, elle interdit tout véritable débat sur leur avenir politique.

La recherche de la paix au pays de la haine

GILLES PAQUIN

BILBAO — Midi vient de sonner au carillon de l'hôtel de ville de Bilbao. La foule massée devant l'immeuble se tait et garde un silence respectueux pendant quinze minutes. Personne ne fait de discours, mais le message est clair.

Chaque fois que le groupe terroriste basque ETA commet un nouvel assassinat, des milliers de personnes descendent ainsi dans la rue pour manifester leur opposition à la violence. Leur démarche est un désaveu de l'ETA et un témoignage de solidarité avec les victimes.

Cette fois, ils étaient près de 30 000 à afficher ouvertement leur opinion dans une centaine de villes et villages du Pays basque. Des gens qui, pour la plupart, répondaient à l'appel de *Gesto por la paz* (Geste pour la paix), une organisation pacifiste et apolitique fondée à Bilbao en 1986.

« Avant, dans les années 1980, personne n'osait dire publiquement son opposition à l'utilisation de la violence à des fins politiques. La société basque était malade parce que l'opinion majoritaire n'osait pas s'exprimer », dit Pedro Luis Arias, un dirigeant de *Gesto por la paz*.

Selon lui, cette société est moins malade maintenant parce que la voix de la majorité s'exprime haut et fort. L'indignation et la volonté de « faire quelque chose » pour que la violence s'arrête l'ont emporté sur la peur qui empêchait les gens de parler.

Militant de *Gesto por la paz* depuis 1992, cet universitaire dans la cinquantaine croit que l'action de l'organisme a été un succès même si le groupe n'a pas atteint tous ses objectifs.

« Nous avons démontré que les Basques ne sont pas tous violents et même qu'ils ont développé une culture de tolérance. Par contre, nous avons échoué si nous pensions faire disparaître l'ETA », dit M. Arias.

Gesto por la paz tient à multiplier les manifestations au lendemain de chaque assassinat pour faciliter la participation des gens, mais aussi pour des raisons didactiques. La présence de manifestants connus sur la place du village a un impact considérable dans le milieu.

La force d'entraînement de tels exemples n'a évidemment pas échappé à l'ETA. Le groupe terroriste a mobilisé les membres d'Euskal Herriarrok, son bras politique,



Le président du Parti nationaliste basque, Xabier Arzalluz, inaugure un batzoki de sa formation près de Bilbao. Ces établissements qui tiennent à la fois du café du coin et de cercle social servent de lieu de rassemblement pour les militants et sympathisants du parti de même que de centre de diffusion de son discours.

pour faire des contre-manifestations et même des agressions. *Gesto por la paz* a été obligé d'abandonner son action dans certains villages.

L'organisation étend son rayonnement en publiant un bulletin mensuel et en préparant des documents destinés aux enseignants. Des textes touchant aux sujets les plus brûlants de la crise au Pays basque tels que le sort des victimes du terrorisme, celui des prisonniers pour acte de terrorisme ou la liberté d'expression.

Un problème politique

Si des milliers de citoyens ne veulent pas faire davantage que de manifester avec *Gesto por la paz*, d'autres estiment que cette démarche ne va pas assez loin. Ainsi, les membres du réseau Elkarrri ont décidé de faire campagne pour la promotion du dialogue le plus ouvert possible.

« Nous sommes contre la violence et pour

le respect des droits de l'homme, mais nous reconnaissons qu'il y a un problème politique au Pays basque alors que d'autres groupes (et le gouvernement espagnol) nient cette réalité », dit Gorka Espiau, coordonnateur de l'organisme à Bilbao.

Selon lui, il faut que tous les groupes sociaux et partis politiques participent au dialogue pour en arriver à un consensus sur l'avenir de la société basque. Il restera ensuite à tenir une consultation populaire pour donner une autorité morale à ce consensus.

En dépit de l'opposition de Madrid, le réseau Elkarrri estime indispensable d'inviter l'ETA à participer à ce dialogue. Plus de la moitié de la population se dit nationaliste et rejette l'actuel statut d'autonomie du Pays basque, sans compter que bon nombre de ceux-ci s'identifient à l'ETA, dit Gorka Espiau.

Le réseau Elkarrri est un groupe non partisan qui vit des cotisations de ses 3000 mem-

bres et quelque 1000 bénévoles. Le groupe organise des soirées de discussions, publie de nombreux documents sur la crise et garde le contact avec tous les partis politiques.

Tous les partis acceptent de nous entendre mais ils ne nous écoutent pas tous de la même manière, reconnaît M. Espiau. Un euphémisme qui cache l'échec de la méthode Elkarrri auprès du parti au pouvoir à Madrid et de l'ETA.

En fait, certaines positions sont carrément coulées dans le béton. Le Parti populaire refuse toute discussion avec l'ETA tant que cette organisation n'aura pas déposé les armes. Euskal Herriarrok, la vitrine politique de l'ETA, réclame rien de moins que l'indépendance de toutes les provinces basques.

Devant cette impasse, les autres acteurs du drame basque cherchent un médiateur crédible capable de relancer les pourparlers. Le Parti nationaliste basque (PNV) et le Parti socialiste (PSOE) ont invité récemment l'Union européenne à intervenir.

« L'Union européenne peut nous apporter beaucoup et toute offre de collaboration de sa part sera bien reçue », a déclaré le porte-parole du gouvernement basque, Josu Jon Imaz. Un message repris par le secrétaire général du PSOE, José Luis Rodríguez Zapatero.

Selon lui, le président du gouvernement espagnol, José María Aznar, est le seul leader européen qui prône le refus de toute communication, la crispation et la division comme moyens de faire face aux problèmes de cette société. Partout ailleurs en Europe, on choisit plutôt le dialogue, a soutenu M. Imaz.

Bruxelles n'a pas encore répondu officiellement à cet appel à l'aide, mais on voit mal comment il pourra longtemps continuer à faire la sourde oreille.

Le conflit au Pays basque n'est pas la seule affaire de Madrid, il touche aussi, dans une moindre mesure, la France. Cette dernière a opté pour une plus grande souplesse en Corse et les nationalistes basques en tirent profit non seulement dans ce pays, mais également pour faire pression sur l'Espagne.

FIN

MONDE

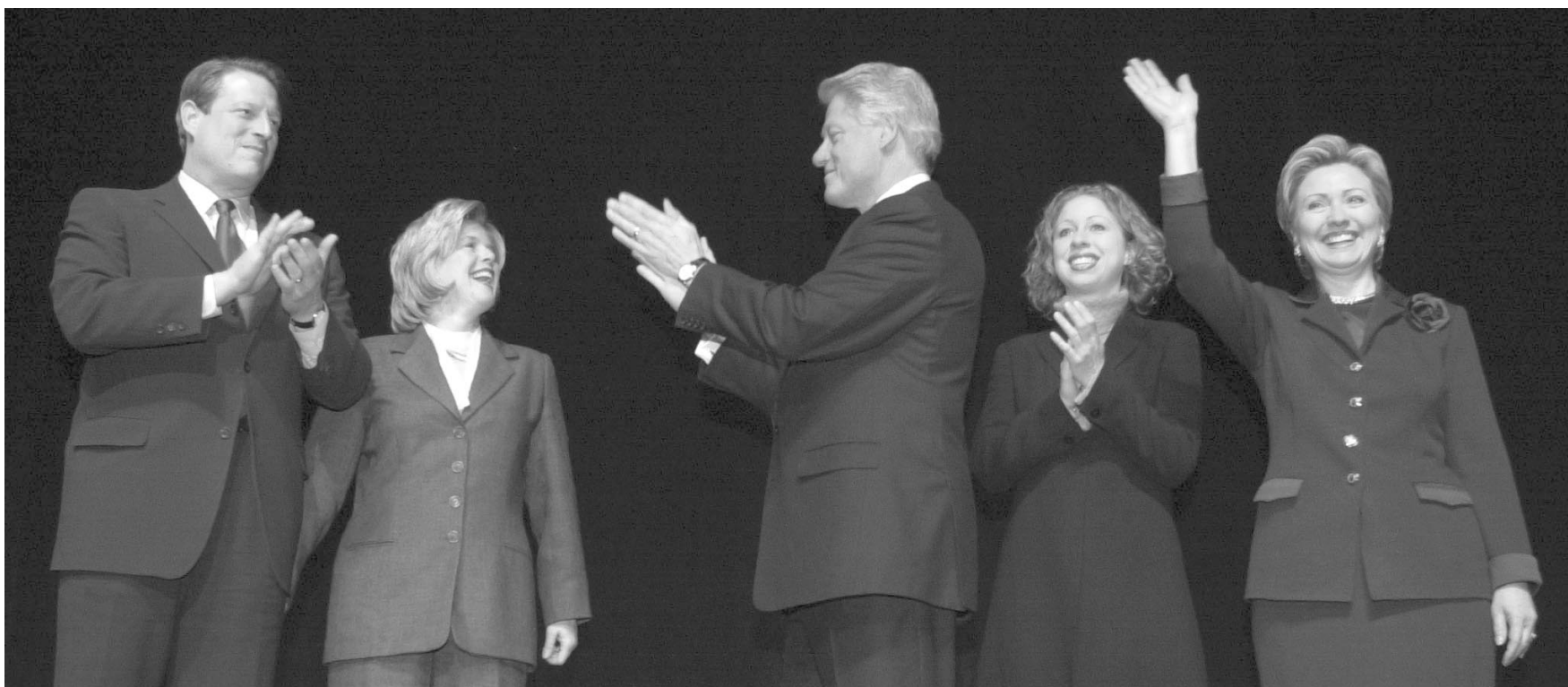


Photo Reuter

Fête de famille chez les démocrates de New York

Le vice-président des États-Unis, Al Gore, sa femme, Tipper, le président Clinton, sa fille, Chelsea, et sa femme, Hillary, lors d'une fête organisée par les démocrates de New York en l'honneur d'Hillary, nouveau sénateur de l'État de New York.

Bush cumule les défis

LÉON BRUNEAU

WASHINGTON – Le président républicain élu George W. Bush intensifie sa préparation au pouvoir à moins de deux semaines de sa prise de fonctions, mais les défis qui l'attendent à la Maison-Blanche s'accroissent sur le plan intérieur.

Après avoir globalement achevé la semaine dernière de nommer son cabinet, Bush organise aujourd'hui au Texas, puis demain à Washington, des forums sur la défense et l'éducation, qui avec l'économie, constituent ses trois dossiers prioritaires une fois qu'il aura atteint le perron de la Maison-Blanche.

La réunion, qui aura lieu à Austin (Texas), sera menée par M. Bush, son vice-président élu Richard Cheney, ex-secrétaire à la Défense, et le futur chef du Pentagone Donald Rumsfeld, qui auront pour interlocuteurs des sénateurs et représentants républicains et démocrates chargés de la défense au Congrès.

Le président élu devait ensuite revenir du 9 au 11 dans la capitale fédérale, pour participer à un forum sur l'éducation et finir de former son administration, dont les membres doivent encore être confirmés par le Sénat.

George W. Bush prendra ses fonctions le 20 janvier après sa prestation de serment au Congrès, lors d'une cérémonie qui pourrait cependant être entachée par des manifestations d'opposants de gauche, alors que les rancœurs provoquées par l'élection présidentielle ont dû mal à se dissiper.

Samedi, le Congrès, réuni en session conjointe et présidé par le vice-président démocrate Al Gore, a officiellement entériné la victoire de Bush à l'élection, mais non sans un baroud d'honneur d'élus démocrates, pour la plupart noirs, qui ont critiqué les conditions dans lesquelles le républicain a été élu.

« Cela reflète une réalité à laquelle il (Bush) aura à faire face », a estimé hier un sénateur démocrate Joe Biden, sur la chaîne NBC, alors que cette fronde d'élus noirs traduit une fracture grandissante entre la communauté noire, qui a voté massivement pour Al Gore, et le nouveau président.

M. Bush n'a fait aucun commentaire à la suite de ces protestations, mais il a réitéré hier « qu'il voulait être le président de tous » les Américains.

Contraint d'agir avec célérité — la saga électorale a écourté le temps de la transition présidentielle de plus d'un mois —, Bush a nommé les principaux membres de son cabinet, en y incluant un démocrate et des représentants de minorités.

Il lui reste à pourvoir notamment les postes de Représentant au Commerce et d'ambassadeur des États-Unis à l'ONU.

Mais c'est l'économie qui, un peu contre toute attente, représente son principal défi.

Bush a multiplié dernièrement les mises en garde, allant jusqu'à parler de nécessaire « redressement » de l'économie américaine.

Interrogé hier sur la chaîne Fox, son principal conseiller économique Lawrence Lindsey a relevé le fait que de nombreux secteurs de l'économie « montraient des signes très inquiétants » d'essoufflement.

« Les gens sont préoccupés par l'économie », a assuré pour sa part hier M. Bush au Texas, en soulignant qu'« il déciderait peu après sa prestation de serment » d'accélérer ou non la présentation (au Congrès) de son projet de réduction massive des impôts de 1300 milliards de dollars.

EXPRESS INTERNATIONAL

USA | Linda Chavez contestée

LES DÉMOCRATES ont accentué hier leurs critiques du cabinet formé par le président élu George W. Bush, à la suite de révélations confirmées par l'équipe de l'ancien gouverneur du Texas, concernant la future secrétaire au Travail, Linda Chavez, accusée d'avoir hébergé une immigrée clandestine. Le camp Bush a reconnu le fait, mais a aussitôt pris la défense de Mme Chavez, expliquant que si celle-ci avait apporté son aide, au début des années 90, à une immigrée clandestine guatémaltèque, c'était uniquement par esprit de charité, un de ses traits de caractère. — d'après AP

Londres | Fin des raids sur l'Irak ?

LONDRES va proposer à l'administration Bush de mettre fin aux raids américano-britanniques sur le sud de l'Irak, dit ce matin le quotidien *The Guardian*. Depuis 1992, des avions américains et britanniques survolent régulièrement les zones d'exclusion aérienne que ces deux pays ont imposées au nord et au sud de l'Irak après la guerre du Golfe. — d'après AFP

Sénégal | Oui à la constitution

LES SÉNÉGALAIS ont voté « oui » à plus de 90 %, selon des résultats partiels, au référendum sur leur nouvelle Constitution organisé hier, qui n'a pas déchaîné les passions puisque tous les grands partis avaient appelé à approuver le texte. Selon une source autorisée interrogée tôt ce matin, le « oui » pourrait dépasser les 92 %. — d'après AFP

Suède | ONG antimondialisation

EN PREMIÈRE LIGNE dans les manifestations contre la mondialisation, l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC) a inauguré hier à Stockholm sa branche suédoise, au moment où la Suède vient de prendre la présidence de l'Union européenne. Fondée en France le 3 juin 1998, ATTAC veut obtenir dans les pays de l'OCDE une imposition des transactions financières à court terme de 0,1 à 0,25 %. Cet impôt, dit taxe Tobin, du nom de l'économiste et Prix Nobel américain James Tobin, vise d'abord les opérations spéculatives et pourrait rapporter, selon certaines estimations, près de 100 milliards de dollars. La recette doit essentiellement servir à la lutte contre la pauvreté et au soutien du développement durable. — d'après AP

Pinochet défie les tests de santé exigés par le juge

Le président Lagos obtient dans l'intervalle de nouveaux dossiers compromettants sur le général

d'après AP et AFP
SANTIAGO DU CHILI – Défiant la justice de son pays, l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet a refusé de se rendre hier aux examens neurologiques et psychologiques qui doivent permettre de dire s'il est en mesure d'être éventuellement jugé.

Entretemps, le président Ricardo Lagos a annoncé qu'il avait reçu de l'armée des informations concernant le sort de 180 détenus portés disparus sous le régime Pinochet (1973-1990). « L'information que j'ai reçue est brutale et douloureuse. Une information qui parle de morts, de sépultures, de sépultures clandestines, des corps jetés à la mer dans les lacs ou les rivières du Chili », a déclaré le président Lagos sur les ondes. De son côté, le général Pinochet, âgé de 85 ans, ne s'est pas rendu à l'hôpital militaire de Santiago pour ces deux jours de tests ordonnés par le juge d'instruction Juan Guzman. Ce dernier a quitté l'hôpital sans faire de commentaires, alors que certains avocats de familles de victime l'ont exhorté à placer l'ancien chef de la junte sous assignation à résidence.

En fait, Augusto Pinochet n'a pas quitté sa propriété de Los Boldos, située à Bucalemu (130km au sud-ouest) de la capitale. Dans l'après-midi, on l'a brièvement vu se rendre dans la chapelle privée jouxtant sa propriété en compagnie de sa femme, Lucia Hiriart, et de plusieurs amis. Il se déplaçait avec difficulté à l'aide d'une canne et le soutien de gardes du corps.

Le juge Juan Guzman avait inculpé le mois dernier le général Pinochet d'enlèvements et des meurtres de 57 opposants politiques exécutés par les soldats de la « Cara-



Photo Reuter

Le général Pinochet au milieu des siens hier.

vane de la mort» en octobre/novembre 1973. Mais la procédure avait été cassée pour vice de procédure par la Cour suprême, Guzman n'ayant pas interrogé Pinochet avant son inculpation et des examens médicaux n'avaient pas été réalisés. Le juge a donc repris la procédure à zéro.

Les avocats de l'ex-dictateur avaient fait savoir que leur client ne se rendrait pas aux examens requis, disant contester les procédures décidées par le juge Guzman. Au lieu de tout faire réaliser dans un hôpital militaire, Guzman avait demandé que les prélèvements d'urine et de sang se fassent dans des établissements civils. Les avocats avaient jugé cette distinction insultante pour la médecine militaire.

Tentative de coup d'État en Côte d'Ivoire

d'après AFP

ABIDJAN — Le président ivoirien Laurent Gbagbo a quitté Abidjan vendredi et ne se trouverait pas dans la capitale économique où des affrontements qualifiés de « tentative de coup d'État » par le ministre de l'Intérieur ont éclaté

cette nuit, a-t-on dit de bonne source. Selon un membre de l'entourage du président Gbagbo, qui a requis l'anonymat, le chef de l'État a quitté Abidjan pour une localité non précisée de l'intérieur du pays vendredi, notamment en raison des informations faisant état de la préparation d'un coup de force.

Cette source, sans vouloir le confirmer expressément, a laissé entendre que le chef de l'État ivoirien ne se trouvait pas dans la capitale.

Vers 23 h 30 locales hier, des assaillants armés non-identifiés ont attaqué les sièges de la radio et de la télévision, au moins un camp de la gendarmerie et la présidence à Abidjan.

La peur aurait conduit Pékin à la répression de Tiananmen

ROBIN MCDOWELL
Associated Press

NEW YORK – La répression sanglante du Printemps de Pékin en juin 1989 place Tiananmen a été décidée par Deng Xiaoping sur l'avis des durs du régime, persuadés que le Parti communiste chinois était en danger d'être renversé, selon un livre publié ce week-end aux États-Unis. L'ouvrage est présenté comme l'oeuvre d'un haut fonctionnaire chinois en exil, sympathisant des réformateurs communistes.

Ce livre s'intitule *The Tiananmen Papers: The Chinese Leadership's Decision to Use Force Against Their Own People* (L'affaire Tiananmen : la décision du régime chinois de faire usage de la force contre son propre

peuple). Le Parti communiste n'a fait aucun commentaire pour le moment.

L'auteur, qui utilise le pseudonyme de Zhang Liang car il souhaite pouvoir rentrer dans son pays un jour, rapporte des conversations entre Deng Xiaoping et les autres dirigeants communistes.

Il affirme que ces propos ont été enregistrés par les services de renseignement chinois et lors d'écoutes sur la ligne de Deng. En 1989, celui-ci ne conservait plus officiellement que la présidence de la commission militaire centrale du Parti, mais exerçait, de fait, le véritable pouvoir.

L'auteur de l'ouvrage et ceux qui l'ont mis en forme reconnaissent qu'ils espèrent provoquer un débat pour mettre en difficulté ceux qui ont poussé à l'usage de la force contre le million d'étudiants rassemblés sur la principale place de Pékin. Le livre met en lumière les dissensions entre durs et réformateurs au sein du PC chinois. La direction du pays doit être changée en 2002 et 2003.

« Après avoir longuement et profondément réfléchi, j'ai conclu que nous devions appeler l'Armée de libération populaire et de décréter la loi martiale à Pékin », déclare Deng Xiaoping lors d'une réunion du Comité central du Parti communiste le 18 mai 1989, selon les documents cités.

Deng aurait été encouragé par son entourage. « Ces gens le cherchent vraiment. Ils devraient être arrêtés dès qu'ils bougent à nouveau. Pas de pitié », aurait déclaré Wang Zhen, membre de la commission militaire centrale du Parti.

La veille, Li Peng, aujourd'hui président du Parlement chinois et No 2 du régime communiste et à l'époque Premier ministre, avait fait monter la paranoïa en affirmant à Deng Xiaoping : « La flèche est pointée sur vous et les autres de l'ancienne génération des révolutionnaires prolétariens. »

Deux semaines plus tard, le 4 juin 1989, l'armée mettait fin à plusieurs semaines de manifestations en ouvrant le feu sur les étudiants,

faisant plusieurs centaines de morts, en même temps qu'était lancée une vague de répression qui devait se solder par plusieurs milliers d'arrestations.

Deux jours après la répression, Deng Xiaoping aurait défendu sa décision devant le Politburo en déclarant : « Si nous n'avions pas été fermes avec ces contre-révolutionnaires, qui sait ce qui serait arrivé ? Si les complots des gens qui étaient derrière les émeutes avaient abouti, nous aurions eu la guerre civile. »

Les enregistrements montrent par ailleurs que le No 1 du Parti de l'époque, le secrétaire général Zhao Ziyang, était favorable au dialogue, et que deux des cinq membres du comité permanent du Politburo avaient voté contre la loi martiale, un troisième s'abstenant, obligeant l'instance à en référer à Deng Xiaoping et à d'autres hauts responsables.

Le professeur de sciences politiques de l'Université de Columbia Andrew Nathan, co-auteur de *The Tiananmen Papers* avec Perry Link,

un professeur de chinois et de littérature à l'Université de Princeton, craignent que Zhang Liang, qui a emmené ses documents sur des disquettes informatiques lors de son exil, soit mis en danger si sa véritable identité était révélée.

Par sa connaissance des rouages internes du Parti communiste chinois, l'auteur a également fini par convaincre Orville Schell, doyen de l'école de journalisme de l'Université de Berkeley, en Californie, et auteur de plusieurs livres sur la Chine, qui a travaillé avec les professeurs Nathan et Link.

Les auteurs, experts reconnus de la Chine, estiment que les documents corroborent le peu d'information dont on dispose sur les événements de Tiananmen et les témoignages d'autres anciens responsables qui se sont enfuis de Chine.

Selon eux, la transcription intégrale de tous les témoignages enregistrés sur les disquettes tiendrait sur 15 000 pages en anglais, alors que le livre n'en fait que 489.

FORUM

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration

GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint

YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information ALAIN DUBUC > Editorialiste en chef

Cégeps : utiles malgré tout



MICHÈLE OUIMET

michele.ouimet@lapresse.ca

Les cégepiens n'ont pas de quoi pavoiser. À peine le tiers d'entre eux réussissent à décrocher leur diplôme en respectant les délais, soit deux ans. À première vue, ces chiffres sont alarmants, mais si on les décortique, la réalité est moins déprimante.

D'abord, les statistiques terribles qui couvrent les années 1989 à 1995. En sciences de la nature, réputées pour recruter les meilleurs élèves, à peine 38 % des étudiants ont réussi à décrocher leur diplôme en deux ans. En sciences humaines, ce chiffre tombe à 26 %. En techniques administratives, un cours de trois ans, c'est l'hécatombe : 19 % des élèves ont terminé leurs études en respectant les délais normaux.

Ces statistiques ont plongé les cégeps dans l'embarras lorsque *La Presse* les a dévoilées, cet automne. Mais le portrait est moins noir si on calcule le taux de diplomation sur quatre ans ou cinq ans, c'est-à-dire si les élèves prennent deux fois plus de temps que prévu pour compléter leur cours. Le nombre de cégepiens qui ont obtenu leur diplôme grimpe alors à 55 % en sciences de la nature, 46 % en sciences humaines et 32 % en techniques administratives.

Nuançons encore un peu plus. Ces chiffres englobent uniquement les élèves qui suivent le même programme en restant dans le même cégep. Mais les jeunes changent souvent de parcours et d'établissement. Si on tient compte de ces deux variables, le taux de diplomation fait un bond important. Le nombre d'élèves qui ont décroché un diplôme après quatre ans ou cinq ans, peu importe s'ils ont changé de programme ou de cégep, atteint 79 % en sciences de la nature, 55 % en sciences humaines et 51 % en techniques administratives.

Même si le portrait est beaucoup moins alarmant, il reste préoccupant. Ce n'est pas normal que la moitié des collégiens inscrits en sciences humaines prennent le double du temps pour compléter leur cours, alors que l'autre moitié se perd dans la brume. On ignore ce qui leur arrive, car le ministère ne compile pas de statistiques au-delà de quatre ans.

De plus, ces données cachent des variations importantes. Pendant que certains cégeps tirent honorablement leur épingle du jeu, comme Lanaudière, Bois-de-Boulogne et Maisonneuve, d'autres font franchement mauvaise figure. En sciences humaines, le plus gros programme fréquenté par un cégepien sur quatre, seulement 9 % des élèves sortent du cégep Saint-Laurent avec un diplôme dans les poches après deux ans. Au bas de l'échelle, on retrouve aussi Rosemont (11 %), Marie-Victorin (11 %) et Vieux-Montréal (12 %).

Mais qu'est-ce qui ne tourne pas rond dans les cégeps ? Comment expliquer des taux de diplomation aussi bas ? Il y a plusieurs raisons. Premièrement, les jeunes changent souvent de parcours. À 17 ou 18 ans, ils ne sont pas prêts à faire des choix définitifs. Ils profitent de leur passage au collège pour « magasiner » et passer d'un programme à l'autre.

Selon la Fédération des cégeps, un collégien sur trois change de programme. C'est énorme. « L'orientation scolaire, écrit la Fédération, est souvent mal définie : seulement 20 % des élèves ont un projet scolaire relativement précis ; 50 % d'entre eux sont en recherche d'orientation ; les autres ne savent pas précisément pourquoi ils sont au collège. Les changements de parcours qui peuvent s'ensuivre entraînent forcément une prolongation des études et, dans bien des cas, des difficultés à obtenir le di-

plôme. »

Deuxièmement, l'attrait du marché du travail. Plusieurs cégepiens sont embauchés avant d'avoir terminé leurs études, surtout au secteur professionnel, ce qui peut expliquer en partie les taux catastrophiques de diplomation. D'autres ont un boulot à temps partiel et réussissent difficilement à concilier travail et études.

Troisièmement, la faiblesse du secondaire qui prépare bien mal les jeunes au cégep. Leur incompétence en français, par exemple, est proverbiale. Mais à qui la faute ? Pour pallier les lacunes de leur formation, les collèges ont déployé toute une panoplie de cours de mise à niveau, de sessions d'accueil et de centres d'aide. Depuis 1997, les critères d'admission pour entrer au cégep ont été renforcés. Ce resserrement aura probablement un impact positif sur le taux de diplomation.

Mais la grande réforme du ministre de l'Éducation, François Legault, qui a débuté en septembre au premier cycle du primaire et qui s'étendra jusqu'en cinquième secondaire d'ici 2005, risque de compromettre ces efforts. Les élèves vont en connaître un rayon sur les compétences transversales et disciplinaires, mais pour une formation générale rigoureuse, il faudra repasser.

Curieusement, alors que les élèves font preuve de peu de persévérance, ils obtiennent de meilleurs résultats. En un an, de 1997, à 1998, le taux de réussite a augmenté de 1,7 %, passant de 83,7 % à 85,4 %. La hausse peut sembler anodine, mais elle reflète une tendance lourde. De 1990 à 1996, le taux de réussite a stagné autour de 80 %. Des critères plus stricts et la taxe à l'échec expliquent en bonne partie la progression des cégepiens, car ces deux mesures évincent les élèves très faibles.

Que faire des cégeps ? Les éliminer ? Au début des années 1990, l'ex-ministre de l'Éducation, Lucienne Robillard, a jonglé avec cette idée. Elle avait décidé de s'attaquer aux cégeps, alors que le primaire et le secondaire souffraient de maux beaucoup plus grands. Lucienne Robillard, une politicienne ambitieuse, voulait, en peu de temps, laisser sa marque en éducation et les cégeps étaient une cible facile.

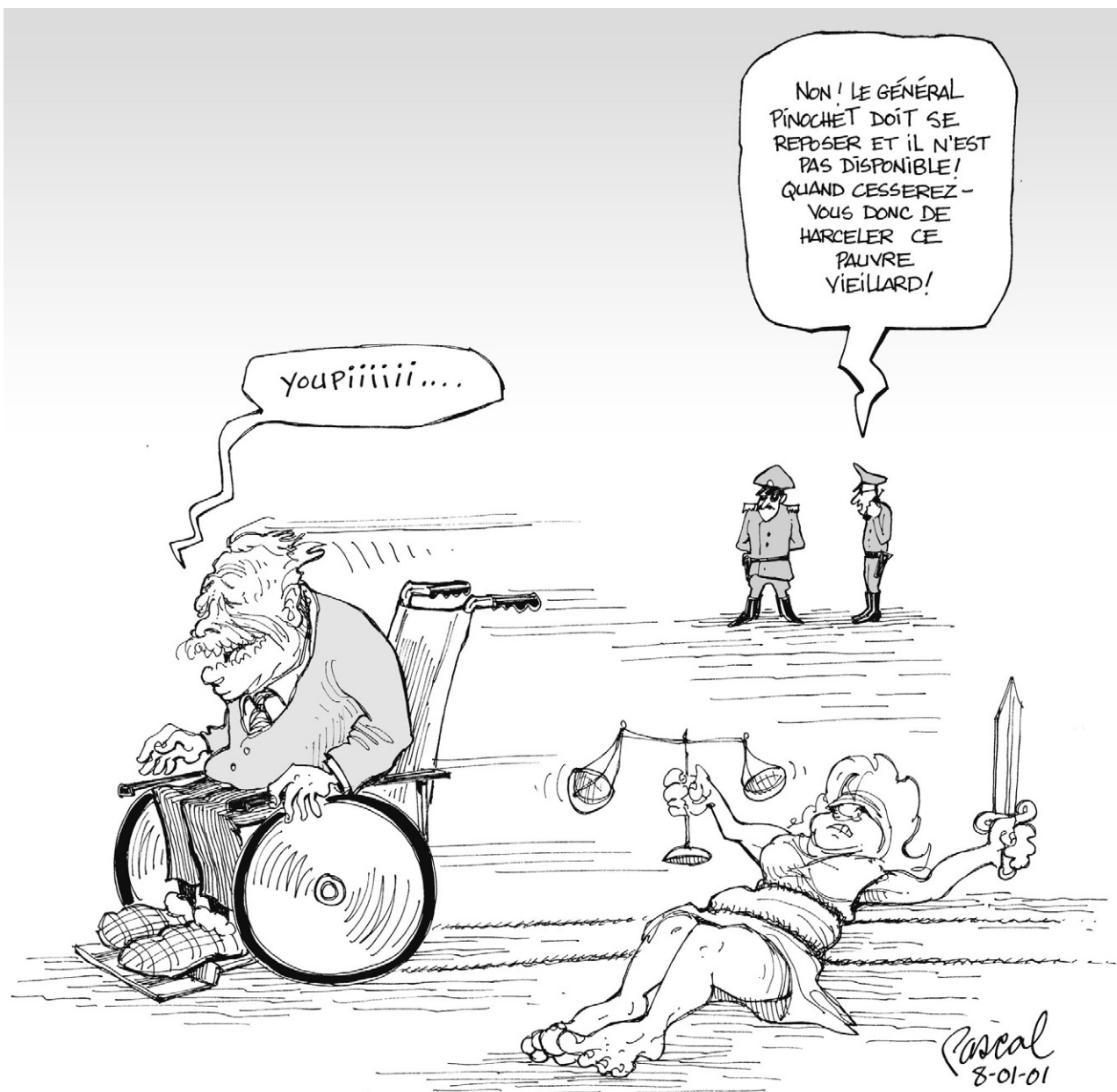
Bref, elle était prête à mettre la hache dans les cégeps. Elle s'était d'ailleurs moquée de l'éducation physique en

parlant de cours à la pêche 1 et 2. Finalement, elle a accouché d'une grande réforme qui a donné quelques résultats positifs : un resserrement des programmes et davantage d'évaluation.

Même si le coup de balai de l'ex-ministre n'a pas permis d'augmenter les taux de diplomation, les cégeps ont leur utilité. Les élèves d'aujourd'hui ont changé. Ils travaillent, voyagent et ne se gênent pas pour changer de programme et de cégep. Ce qui était l'exception il y a 30 ans, est aujourd'hui devenu la norme. Rappelons que le tiers des jeunes changent de programme en cours de route.

Les problèmes de persévérance au cégep n'épargnent pas l'université. Au total, environ 30 % des étudiants décrochent avant d'obtenir leur baccalauréat et plus de 60 % d'entre eux le font au cours de la première année. Si le cégep n'existait pas, le décrochage à l'université serait probablement plus important... Les étudiants n'auraient peut-être pas les moyens d'entretenir très longtemps des doutes existentiels sur leur choix de carrière. Une année à l'université coûte environ 1600 \$.

Le ministre Legault a une solution : demander aux cégeps de se fixer des objectifs ambitieux consignés dans des plans de réussite. En fait, François Legault est obnubilé par ces plans. Il en exige au primaire, au secondaire, au cégep et à l'université. Les cégeps ne vivent pas en vase clos et une bonne partie des problèmes qui expliquent leur faible performance échappe à leur contrôle. Exiger des plans de réussite, c'est bien beau, mais encore faut-il donner aux cégeps les moyens de les appliquer.



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Latins, nous ?

M. FORTIN (*La Presse* 29/12) se demande : « Latin, moi ? ». Il veut sortir du cliché de la « latinité » des Québécois. Il ne se croit pas obligé de se sentir près de la culture des tortillas mexicaines ou des rythmes latins au nom du prétendu sang latin québécois. Jusque-là, il a raison : les tortillas ont été inventées par les Indiens et les soi-disant rythmes latins sont généralement d'origine africaine. Mais que devrions-nous dire, nous, Blancs, Indiens, Noirs, Métis, Mulâtres et j'en passe de la prétendue Amérique « latine », à laquelle un empereur français, Napoléon III, a inventé une « latinité » sans queue ni tête ?

C'est comme ça. Lors des années 50, du XIX^e siècle, l'empereur voulait devenir le chef des peuples « latins », autant en Europe qu'en Amérique. Ses assessseurs lui ont alors fourni une idéologie : de ce côté-ci de l'Atlantique, il y avait deux Amériques, l'une était anglo-saxonne, protestante et anglophone, tandis que l'autre était « latine », catholique et parlait l'espagnol, le portugais et... le français. (Le français en question était celui parlé en Haïti)

En 1862, donc, l'armée française a envahi le Mexique et a établi un empire « latin » qui a duré très peu. Pourtant, le nom « Améri-que latine », qui entraînait une distinction par rapport aux États-Unis et qui était cher à certaines élites hispano-américaines très francophiles, a perduré.

Mais le nom n'a presque rien à voir avec la réalité, d'autant plus que même les *Conquistadores* espagnols avaient apporté très peu de sang latin au Nouveau Monde dès que l'Espagne eut subi les grandes invasions germaniques et arabes. De toute façon, M. Fortin, à cause de sa souche et sa langue françaises continuera d'être perçu comme un « latin » en compagnie des millions de Latino-américains qui ne le sont pas non plus. Mais, au moins, il pourra se consoler en sachant que tout ce malentendu « ethno-sémantique » a été inventé dans sa langue maternelle.

MARIA TERESA PÉREZ-HUDON
Brossard

Pauvre petite fumeuse

UNE FUMEUSE dans une chambre d'hôpital provoque une explosion en allumant une cigarette

alors qu'elle était sous oxygène ! Dites-moi si la pauvre petite fumeuse va être tenue responsable des dommages ? Dites-moi si la pauvre petite fumeuse va être accusée d'acte criminel ? Dites-moi si la pauvre petite fumeuse va poursuivre l'hôpital pour avoir eu de l'oxygène dans sa chambre ? Dites-moi si la pauvre petite fumeuse va poursuivre l'infirmière pour ne pas avoir été dans la chambre au moment de l'explosion ?

Qu'est-ce que la pauvre petite fumeuse faisait avec un paquet de cigarettes dans sa chambre ? Pensez-vous que la pauvre petite fumeuse tentait de fumer en cachette tout en sachant que c'était strictement défendu ? Il y aura sûrement un « innocent » d'humanoïde pour nous dire que ce n'est pas la faute de la pauvre petite fumeuse. Elle est où la responsabilité d'un tel acte ?

La pauvre petite fumeuse a été avertie à plusieurs reprises depuis son hospitalisation qu'il était interdit de fumer dans la chambre et que la cigarette était contre-indiquée dans son cas (difficultés respiratoires chroniques). Qui dit mieux ?

Maurice ALLARD



La piscine olympique fera place à des activités plus commerciales.

Des salons dans la piscine !

PEU DE GENS savent que la piscine olympique ferme ses bassins principaux durant l'hiver. La raison est qu'on y tient salon. Au moment même où de nombreuses études confirment le piètre état de santé des Québécois et des Canadiens, on ferme carrément des installations de qualité qui nous coûtent encore très cher. À preuve, ce récent article de *La Presse* du dimanche 22 octobre 2000 :

« C'est évident : les ados sont de moins en moins actifs, affirme le Dr Johanne Blais, présidente du Collège québécois des médecins de famille. Quand on regarde les statistiques des deux dernières années, c'est clair qu'il y a une augmentation des cas d'obésité. Aux États-Unis, l'obésité a grimpé de 30 % chez les ados. Seulement un jeune sur trois est actif aujourd'hui. »

On ferme donc des installations et des services de sport offerts à la population pour les remplacer par des activités dignes des plus gros centres commerciaux. Je rappelle ici que les sports aquatiques ont, entre autres avantages, d'être peu dispendieux, bénéfiques pour tout le corps et pratiquement sans risques de blessure. Une vraie source de bien-être et, si

l'on se rappelle les derniers Jeux olympiques, ils sont aussi une source inépuisable de fierté nationale.

Ce genre d'attitude irresponsable face à nos installations de calibre international ne peut qu'influencer des groupes comme Synchron Canada, qui a récemment décidé de s'installer à Toronto plutôt qu'à Montréal. Si le Québec continue à mal gérer ses installations sportives, son rôle au sein des grandes équipes canadiennes de sport en sera sûrement diminué.

Nous espérons sincèrement qu'il sagit là d'une situation temporaire et que, dès l'ouverture du nouveau Palais des congrès de Montréal, la piscine olympique ne fermera plus pour y tenir des salons commerciaux. Si le nouveau Palais des congrès n'atteint pas ses objectifs, peut-être pourrions-nous penser à le convertir en piscine ? En attendant, boycottons tous les salons qui se tiennent au Stade et envahissons le seul bassin encore ouvert au public (aux heures très restreintes), soit le tout petit bassin d'entraînement, digne d'une piscine de quartier !

MARC PAGEAU
Montréal

FORUM

Conflit à la Place des Arts : pourquoi pas une solution négociée ?

MICHEL GRANT

L'auteur est professeur titulaire à l'UQAM.

La Cour d'appel du Québec refusait tout récemment d'entendre l'appel d'un jugement de la Cour supérieure et décidait de ne pas entendre un appel logé par la Société de la Place des Arts (SPDA). Celle-ci voulait en appeler d'une décision de la Cour supérieure qui confirmait un jugement du Tribunal du travail selon lequel la SPDA avait contrevenu aux dispositions anti-briseurs de grève du Code du travail du Québec. Ces dispositions ont essentiellement pour objet de défendre à un employeur de recourir, pendant une grève ou un lock-out légal, à du personnel de remplacement pour effectuer les tâches normalement effectuées par les salariés en grève ou en lock-out. Rappelons d'abord sommairement les principaux épisodes de cette coûteuse bataille juridique.

Les techniciens membres de la FTQ sont en grève depuis le 22 juin 1999. Depuis le début de la grève, la SPDA a pu fonctionner en faisant appel à sa vingtaine de cadres. Toutefois, avec la reprise des activités de l'automne, les cadres devenaient de plus en plus épuisés et doutaient fortement de leur capacité d'assurer le service pour le ballet *Casse Noisette*, source majeure de financement des Grands Ballets canadiens. Le 8 novembre 1999, la SPDA annonça à ses locataires (ex. Orchestre symphonique de Montréal) qu'elle ne leur fournissait plus les services des techniciens et qu'il appartenait maintenant aux locataires de faire les démarches pour assurer les services antérieurement fournis par les grévistes pour les spectacles dans l'établissement de la Place des Arts. La SPDA cessait-elle alors d'être l'employeur de ces derniers et ne devenait-elle qu'un locateur de salles ? À cette question le Tribunal du travail répondit négativement, et la Cour supérieure rendait la même réponse le 19 décembre dernier; et quelque temps après la Cour d'appel refuse la demande de pourvoi de la SPDA.

En effet, le 22 mars 2000, le juge Claude Saint-Arnaud du Tribunal du travail concluait, à partir de la preuve et des dispositions du Code du travail, que la SPDA demeurerait l'employeur des grévistes et qu'en conséquence elle contrevient aux dispositions anti-briseurs de grève. Le juge a plutôt décelé dans la décision de SPDA un subter-

fuge; la preuve démontrait que l'entreprise continuait et que l'employeur demeurait le même. Une entreprise a certes le droit de cesser ses opérations même pendant une grève, encore faut-il qu'il s'agisse d'une vraie fermeture ou cessation des activités !

L'appel de cette décision par la SPDA vient d'échouer et, le juge Réjean Paul de la Cour supérieure, approuvant l'analyse du juge Saint-Arnaud du Tribunal du travail, qualifie de « subterfuge » le recours à « cette porte de sortie facile qu'est la modification du bail (entre la SPDA et ses locataires) » et, ajoute le juge Paul, ce subterfuge a été conçu « pour se débarrasser d'un syndicat encombrant ».

La solution: la négociation

La Cour supérieure souligne que, en vertu de nos lois, le rapport de force au début d'une grève ou d'un lock-out ne peut être modifié par le recours à des briseurs de grève. Il rappelle que le législateur a introduit ces dispositions en 1977 pour forcer la conclusion plus rapide d'une convention collective et, ajouterais-je, pour réduire le degré de violence dans les conflits de travail. Le juge Paul trouve « surprenant qu'une Société relevant directement du gouvernement du Québec tente de faire indirectement ce que le Code du travail lui prohibe de faire directement. » Le juge conclut que cette saga judiciaire est loin d'être le moyen le plus raisonnable pour régler le conflit « ... sauf pour acheter du temps »; La SPDA peut certes poursuivre le combat en s'adressant à la Cour d'appel, et même éventuellement à la Cour suprême ! Ces perspectives ne sont prometteuses ni pour le public, ni pour les artistes, ni pour le syndicat et ses membres et ni même pour les gestionnaires et cadres de la SPDA.

Quelles sont alors les voies disponibles pour régler le conflit ? Écartons au départ l'idée d'une loi spéciale, puisque nous ne sommes pas devant un conflit qui menace la santé et la sécurité publique ou qui met en jeu la santé financière du gouvernement. La voie des tribunaux, retenue par la SPDA, apparaît la moins prometteuse pour celle-ci compte tenu du cadre juridique actuel. Une telle approche ne contribue qu'à faire pourrir le conflit.

Il y a la voie politique qui consisterait pour l'Assemblée nationale à amender le Code du travail de façon à ce que, comme le patronat le réclamait à l'époque où les dispositions anti-briseurs de grève furent intro-

duites, un gréviste ne puisse travailler pour un autre employeur pendant un conflit. Ceci signifie que les techniciens membres du syndicat à l'emploi de la SPDA ne pourraient pas travailler dans d'autres salles de spectacle pendant le conflit. On peut comprendre une telle disposition pour des personnes qui ne travaillent normalement à plein temps que pour une seule entreprise. Mais on peut voir tout de suite les complications engendrées par une telle hypothèse pour les salariés qui, normalement et régulièrement, travaillent pour plusieurs employeurs au cours d'une même semaine.

Il y a la voie de l'arbitrage de différend où les parties s'en remettent à la décision d'un tiers qui décide du contenu de la convention collective; dans le cadre actuel de la loi, une telle éventualité ne peut survenir que si l'employeur et le syndicat en conviennent, à moins évidemment que le législateur impose une telle voie. Finalement, il y a la négociation



En juillet dernier, les techniciens de la Place des Arts ont manifesté leur mécontentement lors des FrancoFolies.

PHOTOTHÈQUE, La Presse

Tout notre régime de relations du travail repose sur la libre négociation des parties qui déterminent conjointement les conditions de travail.

directe, avec la possibilité de l'aide d'un médiateur. C'est la voie que devraient privilégier les parties. Cette avenue est plus prometteuse que la voie judiciaire et même que celle de l'arbitrage de différend où les parties doivent vivre avec des conditions de travail qui leur sont imposées. Tout notre régime de relations du travail repose sur la libre négociation des parties qui déterminent conjointement les conditions de travail. Cela ne se fait pas nécessairement sans heurts et sans compromis, parfois difficiles, pour les deux parties, mais au moins celles-ci contrôlent le processus et le résultat, alors que la voie judiciaire n'offre aucunement ces conditions. La décision de la Cour supérieure et celle de la Cour d'appel devraient donc constituer pour la SPDA et aussi pour le syndicat, une occasion d'assouplir leurs positions respectives et de reprendre le débat à l'endroit approprié, soit à la table de négociation et non devant les tribunaux !

RÉPLIQUES

Problèmes de perception et erreurs d'interprétation

CHARLES MEUNIER

L'auteur est directeur des communications au CHUM.

C'EST AVEC étonnement et incrédulité que nous avons pris connaissance d'une lettre que vous a adressée madame Suzie Dubord et qui a été publiée dans l'édition du 17 décembre dernier du quotidien *La Presse*. Notre surprise fut d'autant plus grande que madame Dubord, professeure en soins infirmiers et accompagnatrice d'une personne opérée le 22 novembre à l'unité de chirurgie d'un jour de l'Hôpital Notre-Dame du CHUM, n'a pas jugé opportun d'entrer en contact avec nous pour nous faire part des incidents dont elle dit avoir été témoin.

Quoiqu'il en soit, en dépit du fait que cette personne ne se soit pas prévalue de son droit de porter plainte aux instances

concernées du CHUM, nous avons demandé à la chef d'unité de chirurgie d'un jour de mener une enquête approfondie sur chacune des onze situations que madame Dubord aurait observées. Tous les éléments ont été soigneusement vérifiés à l'aide des dossiers des patients admis ce jour-là. Une vérification par téléphone a même été effectuée auprès de l'une des familles mise en cause.

À la lumière des informations et des témoignages recueillis, nous sommes en mesure d'affirmer qu'aucune des dénonciations contenues dans la lettre de madame Dubord n'est fondée. De toute évidence, cette personne éprouve des problèmes de perception et commet des erreurs d'interprétation.

Nous considérons les plaintes qui nous sont adressées comme un instrument d'amélioration continue de la qualité. Les équipes sont informées de ces plaintes et, lorsqu'il y a lieu, les mesures appropriées sont prises pour que les servi-

ces et les soins respectent les meilleurs standards.

Toutefois, nous ne pouvons accepter que les perceptions d'une personne, dont on comprend mal les motifs réels, ternissent la réputation de l'équipe de l'unité de chirurgie d'un jour de l'Hôpital Notre-Dame du CHUM. Cette équipe a été grandement affectée par cette lettre publiée dans *La Presse*.

Ces infirmières qui travaillent dans des conditions difficiles ne méritent pas pareil discrédit, au moment où nous sommes à redonner espoir et fierté aux membres de la profession infirmière.

Il aurait été préférable que madame Dubord s'enquiert de la justesse de ses perceptions avant de les rendre publiques.

Soyez assuré de l'engagement du CHUM à dispenser des soins de qualité et à apporter des correctifs appropriés lorsque les plaintes sont fondées.

Un homme d'affaires averti

GÉRALD HOULE

DANS L'ÉDITION du 28 décembre, vous souligniez les grandes qualités d'homme d'affaires de Lev Bukhman. Et vous avez raison, je pense aussi qu'il ira loin en affaires.

Son grand succès dans les universités a été de vendre à un grand nombre d'individus un produit qu'ils ne voulaient pas parce qu'ils n'en avaient pas besoin. En effet, la majorité des étudiants sont couverts en matière d'assurance par l'assurance groupe familiale de leur père ou de leur mère (jusqu'à l'âge de 25 ans). La stratégie semble avoir fonctionné comme suit, du moins à l'Université de Montréal: M. Bukhman a rencontré un quelconque comité étudiant, qui disait représenter les milliers d'étudiants de l'université; il a rencontré également l'administration de l'université. Il a convaincu cette der-

nière de facturer à tous les étudiants inscrits en début d'année une prime pour une police d'assurance. Les étudiants ne l'apprenaient qu'en recevant leur premier état de compte au début de septembre. Ils avaient alors quelques semaines pour communiquer avec l'administration s'ils ne voulaient pas de l'assurance. (Les deux premières années, l'étudiant devait se présenter en personne pour annuler la police; maintenant, la chose peut être faite par courriel). Passé ce délai, la prime doit être payée.

Puisqu'un grand nombre d'étudiants négligent de communiquer pour annuler, ceux-ci sont assurés deux fois, au grand bénéfice de l'Alliance pour la santé étudiante du Québec. Voilà comment on amasse 150 000 clients. Une excellente stratégie d'affaires, quoi ! Et très payante. Bravo ! M. Bukhman.

Exagération et absence de subtilité

JACQUES ALLARD

JE DÉSIRE ICI faire un retour sur la critique de Claude Gingras, dans votre édition du mercredi 20 décembre, au sujet du *Messie*, de Haendel, présenté par l'Orchestre symphonique de Montréal à la Basilique Notre-Dame.

Dans cette critique, M. Gingras s'est encore une fois surpassé en exagération et en manque de subtilité. Toute personne qui était présente lors de cette représentation aura sûrement sursauté à la lecture de ses propos à l'égard du ténor Stephen Harland et du soprano Karina Gauvin.

En ce qui a trait à M. Harland, on peut ne pas aimer la prestation d'un chanteur, mais je pense que personne n'a le droit de se permettre d'émettre des commentaires aussi peu nuancés que: « il vient de la Nouvelle-Guinée et aurait dû y rester », ou aussi prétentieux que: « cet homme n'a pas une voix de ténor et ne sait pas chanter l'oratorio », à propos d'un artiste de ce calibre. Bien que l'on puisse peut-

être émettre des réserves sur certains aspects de la performance de M. Harland, je crois que M. Gingras a encore une fois frisé la mégalomanie.

En ce qui a trait à Mme Gauvin, M. Gingras dit: « Il ne faut pas, paraît-il, parler des robes des chanteuses... » Et bien s'il faut vous le réitérer à nouveau M. Gingras, il ne faut effectivement pas parler des robes des chanteuses ! Si vous n'avez pas de propos plus intéressants à tenir sur la prestation d'une chanteuse autres que la couleur de sa robe, je vous signale que nous pouvons nous passer de vos commentaires.

En ce qui a trait à la diction de Mme Gauvin, celle-ci est impeccable et les commentaires de M. Gingras à ce sujet démontrent à quel point ses connaissances techniques en matière de chant doivent être mises en doute. Ils démontrent également comment certains critiques remplissent leurs colonnes de commentaires qui ne sont pas pertinents pour masquer leurs incompréhension ou tout simplement parce qu'ils n'ont rien à dire.

Enfin, le propos: « Mme Gauvin se penchait pour mieux voir Stephen Powell, comme dans un master-class » dénote à quel point M. Gingras est constamment à la recherche de quelque remarque insipide pour diminuer des artistes dont il envie sûrement la réputation. Mme Gauvin n'avait nullement besoin d'un master-class de la part de M. Powell ce soir-là, ni tout autre soir d'ailleurs. Il n'est nullement défendu pour un artiste de démontrer de l'admiration pour un autre, sans pour autant que cela soit interprété comme un sentiment d'infériorité de la part de personnes qui sont toujours en quête de quelque « cochonnerie » à dire sur le compte d'un artiste. Ceci dit, il est vrai que M. Powell a chanté de façon remarquable, mais l'espèce d'admiration béate dans laquelle M. Gingras est tombée pour ce chanteur est vraiment déséquilibrée par rapport à la prestation des trois autres solistes lorsque l'on considère qu'il lui a consacré son titre et près de la moitié de sa critique.

« Ici, on se sent en relation avec Dieu » Musulmans et juifs émus, autour du point chaud du Proche-Orient

CLAIRE SNEGAROFF
Agence France-Presse

JÉRUSALEM — Mordehaï se tient au centre de l'immense place qui fait face au Mur des lamentations : « Ça fait 3000 ans qu'on est là, les musulmans quelques siècles. Ça fait une différence, non ? ». Pour Imar, les juifs ont « falsifié » l'ancien testament et n'ont rien à voir avec Jérusalem.

Ils sont une vingtaine d'hommes et autant de femmes en cet après-midi ensoleillé de janvier, à prier devant ce qui reste du mur de soutènement de l'antique Temple juif qui s'élevait au-dessus, sur l'Esplanade, jusqu'à ce que les Romains en détruisent la seconde version en l'an 70 de l'ère chrétienne.

Maintenant s'y élèvent la somptueuse coupole du dôme du Rocher, d'où Mahomet se serait envolé aux cieux, et la mosquée al-Aqsa, construites au VII^e et VIII^e siècle sur une esplanade considérée comme le troisième lieu saint de l'islam.

Le rabbinat interdit aux juifs d'y monter pour ne pas fouler l'endroit où se trouvait le Saint des Saints.

Ce lieu doublement sanctifié est une des questions les plus épineuses des négociations israélo-palestiniennes.

Musulmans et juifs expriment le même sentiment d'être « plus proche de Dieu », quand ils y prient, les uns devant le Mur, les autres sur l'Esplanade.

« Je ressens une relation particulière à Dieu. Sans ce mur, les juifs seraient perdus, ils ne trouveraient plus Dieu », explique Rachel, jeune juive de Brooklyn qui vient y prier tous les jours depuis son arrivée en Israël il y deux mois.

Mordehaï, 67 ans, n'y venait jamais. Mais, « en raison d'une maladie », il s'y recueille aujourd'hui. « Cette croyance, ce lieu nous renforce quand nous sommes dans la détresse », dit-il.

Pour Imar Sadar, un employé de la municipalité de Jérusalem de 47 ans, « prier à al-Aqsa, c'est fabuleux. On se sent plus proche d'Allah ».

« Dans une mosquée normale, on monte 25 marches (vers Dieu), à la Mecque, 1000, et ici 500 », poursuit-il.

Pour le reste, tout semble les séparer, sauf peut-être les approximations historiques.

« Il est hors de question de leur laisser la souveraineté sur l'Esplanade. C'est à nous, pour toujours », lance Boaz Cohen, 19 ans, venu se recueillir avec deux copains.

« C'est une grande synagogue, ce n'est pas musulman. Et puis, leur lien à ce lieu est différent. Ils croient en Jésus, croient que c'est leur prophète... », explique Yossi Jamil, interrompu par Boaz qui le reprend : « Mais non, Jésus c'est les Chrétiens... ».

« Quoi qu'il en soit, leur texte sacré (le Coran) est une distorsion

du notre (la Torah) », poursuit Yossi, avec la même conviction.

Comme en écho, Imar explique que le Temple est « une pure invention (...) D'ailleurs, des experts étrangers n'ont pas pu prouver sa présence sur l'Esplanade ».

Khaled, 21 ans, qui sert des cafés aux policiers israéliens surveillant les entrées de l'Esplanade des mosquées, raconte que « Mahomet est venu prier à la Mosquée al-Aqsa ». Mais il convient volontiers qu'il n'y avait pas de mosquée à cette époque à cet endroit... Sourire gêné.

Sacré, ce lieu n'en est pas moins important pour les laïcs.

Mordehaï se souvient avec émotion de l'époque où il a découvert le Mur. C'était en juin 1967, après la conquête de la partie orientale de la ville par les troupes israéliennes lorsque le général Mota Gur avait lancé « le Mont du temple est entre nos mains ».

« Nos fils sont morts pour cela, et donner le Mont du Temple aux Arabes, cela reviendrait à leur abandonner les tombes de nos soldats », dit-il.

Dans son petit restaurant, Ziad Shahin, 50 ans, est sûr que les Israéliens utilisent l'argument de la religion pour « justifier l'occupation ».

« Le Temple, c'est un prétexte. Nous sommes prêts à leur donner le Mur, mais ils veulent plus, ils veulent tout », se désole-t-il.



Photo AP
Juif orthodoxe en recueillement hier à Jérusalem, au point le plus chaud du conflit au Proche-Orient.

Crainces d'attaques

d'après Associated Press

JÉRUSALEM — Le rabbin Shmuel Rabinovitz, qui supervise le Mur des Lamentations à Jérusalem, a affirmé hier que des responsables des services de sécurité israéliens lui ont dit redouter une attaque de juifs extrémistes sur l'Esplanade des mosquées en vue de déclencher une nouvelle vague de violences contre les Palestiniens.

Le différend sur le contrôle de ce lieu saint, connu sous le nom d'Har am as-Charif (Noble sanctuaire) par les musulmans et de Mont du Temple par les juifs, est l'une des principales pierres d'achoppement des négociations israélo-palestiniennes.

Indisposés par le fait que le Premier ministre Ehoud Barak envisa-

gerait de rétrocéder le contrôle d'une partie du lieu aux Palestiniens, des extrémistes juifs envisageraient de s'en prendre aux principales mosquées, celle d'Al-Aqsa et celle du Dôme du Rocher, a affirmé le rabbin Rabinovitz.

« Un seul fanatique pourrait déclencher des choses », a-t-il ajouté.

Après le meurtre la semaine dernière en Cisjordanie du leader juif extrémiste Binyamin Kahane, un ancien commissaire, Assaf Hefetz, et l'ancien chef du Shin Bet (sécurité intérieure), Carmi Gilon, ont envoyé vendredi une lettre à M. Barak l'avertissant de possibles attaques du site par des groupes juifs messianiques. Selon eux, certains rabbins auraient fait des déclarations pouvant être interprétées comme des appuis en ce sens.

La Vie la vie

NOUVEAU TÉLÉROMAN

Début : **CE SOIR**
19h30

La vie au quotidien d'une bande de cinq amis dans la trentaine. Ils sont drôles, attachants, intelligents et sexy. Ils ont décidé d'affronter ensemble les petits et les grands problèmes de la vie.



ICI RADIO-CANADA

Auteur : Stéphane Bourguignon - Réalisateur : Patrice Sauvé